

FICHE DOCUMENTAIRE

1. L'Organisation du Traité de Sécurité Collective, instrument de puissance au service d'un nouveau Grand Jeu russe, ou simple coquille vide ?
2. 2006_memoire_geop_OTSC_Bourdès
3. Commissaire Lieutenant-colonel, armée de l'Air, BOURDES-FAURY Catherine, France
4. 22 mars 2006
5. Division D – groupe D1
6. Mémoire de géopolitique
7. Résumé :

A la suite de la disparition de l'URSS, en 1991, la Fédération de Russie a entrepris de recomposer l'espace post-soviétique en rassemblant les anciennes républiques dans une alliance politique, la Communauté des Etats Indépendants, qui se double d'une structure de coopération politico-militaire, l'Organisation du Traité de Sécurité Collective.

Cette organisation recentre rapidement ses activités autour d'un axe eurasiatique, afin de contenir les ambitions géopolitiques des grandes puissances qui s'affrontent en Asie centrale dans un nouveau Grand Jeu.

Longtemps jugée à l'aune de résultats médiocres, cette « coquille vide » se révèle au fil du temps un projet cohérent par lequel la Russie expérimente une politique extérieure à nouveau ambitieuse – la refondation de la CEI autour d'un noyau dur d'alliés fidèles.

8. Termes pertinents : Russie – Asie centrale - OTSC – sécurité collective – Arménie - Biélorussie – Kazakhstan – Kirghizstan – Russie – Tadjikistan – Azerbaïdjan - Géorgie - Ouzbékistan

**L'Organisation du Traité de Sécurité Collective,
instrument de puissance au service d'un nouveau Grand Jeu russe,
ou simple coquille vide ?**

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE :

L'Organisation du Traité de Sécurité Collective, instrument de restructuration de l'espace post-soviétique

Une organisation militaire au service de la politique extérieure russe

L'Asie centrale, un terrain d'action privilégié, mais contesté, de l'OTSC

DEUXIÈME PARTIE:

L'Organisation du Traité de Sécurité Collective, une structure longtemps décriée qui semble trouver un second souffle

Un bilan originellement mitigé

L'OTSC, noyau dur d'une Communauté refondée

INTRODUCTION

« *La Russie a deux visages, un visage asiatique toujours tourné vers l'Europe, et un visage européen toujours tourné vers l'Asie.* »

Benjamin Disraeli

L'effondrement de l'Union soviétique en 1991 a laissé désemparées les anciennes républiques soviétiques. Pour la première fois dans leur histoire contemporaine, elles se voient plus ou moins délaissées par leur protecteur, contraintes à réécrire leur histoire, à s'inventer un avenir, à recréer de toutes pièces un nationalisme laminé par 70 ans de communisme. Partagées entre un désir tardif d'indépendance et la crainte de succomber aux tentations islamistes ou au chaos politique d'une démocratisation imposée à marches forcées par l'Occident, toutes ambitionnent une stabilité qui s'incarne plus dans les faits sur un autoritarisme structurel que sur la recherche bien comprise des réformes politiques et économiques indispensables.

Une tentative d'intégration de ces états au sein d'une entité supranationale a lieu en 1991, quelques mois après la proclamation de leur souveraineté : la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie, initiateurs de la Communauté des Etats Indépendants, accueillent dans leurs rangs les dirigeants des états d'Asie centrale - Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan. Si la CEI parvient effectivement à éviter la dissolution complète des liens qui unissent la Russie et les anciennes républiques soviétiques, cette alliance politique demeure un club aux structures lâches, où chaque participant se choisit une adhésion « à la carte », adaptée au niveau d'intégration qu'il souhaite.

Cette alliance politique se double bientôt d'une alliance militaire, le Traité de Sécurité Collective, qui vise à réorganiser militairement le nouvel « étranger proche » de la Russie (son « *blizkii zaroubiech* »¹) autour de trois grands axes : un axe russo-biélorusse, peu structuré mais facilité par la continuité géographique et culturelle entre les deux pays ; un axe russo-arménien, le « Groupement des forces russes en Transcaucasie », en voie de restructuration par l'absorption annoncée des forces russes retirées de Géorgie, et un axe eurasiatique, le principal, fondé sur les républiques d'Asie centrale.

Transformé en avril 2003, lors du sommet de Douchanbé, en Organisation du Traité de Sécurité Collective par la Russie, pays leader, qui souhaite en faire un instrument de sa

¹ Bien que le terme ait été officiellement abandonné en 1997, il est encore employé pour désigner les pays frontaliers de la Russie

politique d'influence, il est longtemps considéré par les observateurs, au même titre que la CEI², comme une simple « coquille vide ».

Or, les attentats du 11 septembre 2001 et l'opération «Liberté immuable » placent l'Asie centrale sous les feux de l'actualité. Redevenue à son corps défendant le centre névralgique qu'elle était à l'époque de la « Route de la Soie », cette région se réveille la proie des ambitions de ses grands voisins, renouant, à un siècle et demi de distance, avec son statut d'objet du « Grand Jeu³ ». La Russie, avec son nouveau président Vladimir Poutine, revendique en voisine intéressée le rôle de puissance tutélaire de cette région, qui lui est contesté, avec plus ou moins d'intensité, par les parties prenantes, puissances occidentales ou asiatiques, de la région.

L'issue de ce combat a longtemps semblée écrite d'avance, l'Occident bénéficiant de l'avantage inégalé de la modernité et de la puissance économique et financière, qui lui a largement ouvert les portes de territoires jusque là inaccessibles. Mais, soucieuse de restaurer son statut de grande puissance, consciente du caractère définitif de l'éloignement des anciennes républiques occidentales, la Russie fait feu de tous bois, ranimant des alliances moribondes et battant le rappel de ses anciens commensaux, désormais dirigeants d'états indépendants, combattant pied à pied les avancées stratégiques de l'Occident dans sa dernière chasse gardée.

La nouvelle politique du Kremlin, plus pragmatique, adaptée tant à la diminution du statut international de la Russie qu'aux besoins intrinsèques des états centrasiatiques, semble marquer des points dans le domaine des alliances militaires. L'Asie centrale devient donc le laboratoire d'expérimentation de la politique russe de reconstitution de ses « marches », glacis d'états protecteurs constitué aux confins de l'empire. A ce titre, l'axe eurasiatique de l'OTSC, auquel nous allons consacrer notre étude, redonne un élan inespéré à l'Organisation du Traité de Sécurité Collective tout entière, par la grâce de l'amour-propre ombrageux de dirigeants centrasiatiques contrariés des obligations démocratiques qui conditionnent les aides occidentales, et de la décision de la Russie de constituer autour de ces pays le noyau dur d'une nouvelle CEI.

Aux tentations initiales d'un Occident affabulé succèdent désormais des analyses politiques plus axées sur les besoins immédiats des dirigeants de la région, dans lesquelles la Russie retrouve tout son poids – et un peu de son aura passée. Dans cette évolution inattendue et récente, l'OTSC se révèle l'atout maître du Kremlin, offrant aux tentations sécuritaires de la région un appui de proximité, une alliance éprouvée et une domination sans surprise. De « coquille vide » qu'elle a été pendant plus de dix ans, l'OTSC est en passe de devenir un instrument de puissance indispensable à la stature internationale de la Russie.

² Qualifiée par Vladimir Poutine de « syndic de faillite », qui souligne : « alors que les membres de l'Union européenne ont travaillé à leur rapprochement, la CEI a été créée pour réussir un divorce civilisé »

³ L'expression « le Grand Jeu » fut employée pour la première fois par l'officier britannique Arthur Connelly et immortalisée par Kipling dans son roman *Kim*. Les Russes lui préfèrent l'expression : « le Tournoi des Ombres ».

1. L'Organisation du Traité de Sécurité Collective, un instrument de restructuration de l'espace post-soviétique, qui fait de l'Asie Centrale le champ d'expérimentation privilégié de la politique extérieure russe

Depuis la destruction du premier empire russe en 1241, la Russie a fait de ses besoins sécuritaires le point central de sa politique extérieure, développant avec ses états voisins un système élaboré de « marches », liée par des alliances politico-militaire dont le Pacte de Varsovie a été le représentant le plus médiatisé.

Après les indépendances de 1991, la Fédération de Russie, seule des républiques soviétiques susceptible de récupérer à son profit l'ancienne aura de l'Union soviétique sur ses « républiques-sœurs », a entrepris de rassembler les morceaux de son empire éclaté, plus ou moins consentants. Elle s'appuie pour cela sur le pendant militaire de la CEI, l'Organisation du Traité de Sécurité Collective.

Bien qu'elle ait été à l'origine destinée à agir sur le territoire de la CEI tout entier, cette organisation se montrera un instrument plus particulièrement efficace pour conserver dans sa zone d'influence une Asie centrale à l'intérêt géostratégique renouvelé.

1.1. Une organisation politico-militaire au service de la politique extérieure russe

S'appuyant sur son incontestable supériorité politique, militaire et économique, Moscou a réussi à convaincre, voire contraindre, la plupart des anciennes républiques soviétique⁴, de rejoindre la Communauté des Etats Indépendants (CEI), que le président Boris Elstine a créé sur les ruines de l'Union soviétique en compagnie du Kazakhstan et de la Biélorussie, à l'automne 1991. Cette même puissance allait lui servir à rassembler ses anciens vassaux dans une alliance militaire qu'elle domine, l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC).

1.1.1. Une politique grand russe de rassemblement des *confettis de l'empire* :

1.1.1.1. Les circonstances historiques de la création de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective

En 1991, les anciennes républiques soviétiques nouvellement indépendantes ne peuvent pas perdre de vue leur dépendance effective vis-à-vis de la Russie en terme d'échanges commerciaux et de sécurité, qui leur interdit de quitter définitivement l'orbite russe pour encore de nombreuses années. La CEI offre alors l'avantage indéniable d'amortir le choc du démembrement de l'empire soviétique, en renouant des liens politiques entre les anciennes républiques, en offrant une tribune aux élites de ces pays, et en permettant une transition plus aisée, en particulier pour les populations d'origine russe disséminées sur tout le territoire de l'ex-URSS.

⁴ A l'exception notable des pays baltes, Lituanie, Lettonie et Estonie.

Toutefois, l'incapacité de la Communauté à offrir de réels avantages aux Etats membres a poussé la Russie à recourir à divers chantages, tels que le soutien de régimes séparatistes et de partis d'opposition dans les anciennes républiques soviétiques, pour contraindre ces états à rester dans la CEI, ou à y entrer, comme dans le cas de la Géorgie. Mais il est très vite apparu que ce mode d'agrégation, s'il permettait de maintenir un semblant d'unité, ne proposait aucun contenu réel. Dès lors, Moscou a tenté de mettre en oeuvre, dès le milieu des années 90, des projets d'intégration plus concrets.

Le principal projet russe d'intégration politico-militaire fut le Traité de Sécurité Collective (TSC ; en russe, DKB), établi par les pays de la CEI afin notamment d'unir leurs efforts dans la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue et le crime organisé. Conçu dès 1992 pour être le pendant militaire de la CEI, il n'obtint la signature que de 9 des douze membres de la CEI, essentiellement des pays centrasiatiques: Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Russie, Tadjikistan, Azerbaïdjan, Géorgie et Ouzbékistan.

Sur la base de ce traité, les signataires établirent un pacte de défense en 1999, clairement axé, en termes d'emploi des ressources et de politique, sur l'Asie centrale. L'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Ouzbékistan⁵ quittent alors l'organisation.

1.1.1.2. La recherche d'une nouvelle alliance politico-militaire

Bien que la Russie se défende d'avoir créé l'Organisation du Traité de Sécurité Collective pour contrer l'influence américaine dans sa périphérie et rétablir sa prééminence dans ce qui a toujours été sa sphère d'influence, les analystes estiment que le catalyseur de sa création a été l'inquiétude russe devant la tendance de l'administration américaine à privilégier des approches unilatérales sur les questions stratégiques.

1.1.1.2.1. Une version modernisée de la politique traditionnelle du glacis

La Russie a de tout temps privilégié des relations inégales avec son étranger proche, profitant de son différentiel de puissance pour asseoir son hégémonie. Dès la chute de l'Union soviétique, Boris Eltsine a repris cette politique grand-russe à objectif sécuritaire, destinée à revenir au *statu quo ante* et à restreindre l'accès des puissances extérieures à cet étranger proche. Cette approche, qui visait à garder dans une dépendance étroite les pays membres des traités, en s'appuyant essentiellement sur le facteur militaire, imposait de renforcer la capacité de projection de forces et de puissance de la Russie dans cette région-clef, par le biais d'accords de défense autorisant le maintien ou la création de bases aériennes.

La Russie a toujours considéré l'Asie Centrale comme sa chasse gardée, une zone tampon entre son territoire et les tentations impérialistes de ses voisins plus ou moins

⁵ L'Ouzbékistan, qui a quitté l'organisation en 1999, a entrepris des négociations en octobre 2005 pour la réintégrer.

proches. Cette position géostratégique, au confluent des influences chinoise, indienne, iranienne et turque, ainsi que le camouflet du Kosovo, poussent la Russie à tout mettre en œuvre pour conserver cette région dans sa sphère d'influence.

Or la traditionnelle politique extérieure russe, qui s'adressait à des Etats désormais indépendants et courtisés par de grandes puissances, ne fut pas entièrement fructueuse : si le Kazakhstan et le Tadjikistan demeurèrent des alliés fidèles, le Turkménistan, qui affichait une certaine neutralité, sous-traita la formation de ses officiers à la Turquie, tandis que l'Ouzbékistan, qui se voulait une puissance régionale indépendante, la confia aux Etats-Unis, mit sur pieds les forces armées les plus importantes d'Asie centrale, intégra le Partenariat Pour la Paix de l'OTAN et participa à un bataillon de maintien de la paix de l'ONU.

Le constat de l'échec de cette approche hégémonique a été tiré par Vladimir Poutine, et sanctionnée dès juillet 2001 par une nouvelle doctrine, qui pose comme principe fondamental l'établissement d'une ceinture d'Etats amis servant de glacis protecteur et de relations fondées sur la volonté de coopérer. En résumé, si la Russie se trouve toujours au centre des alliances militaires, elle ne s'impose désormais plus, mais offre une protection militaire à ses alliés en échange d'une alliance géopolitique. Cette attitude pragmatique sanctionne le fait que la Russie n'a plus ni les moyens militaires, ni les moyens politiques, de s'opposer aux intrusions occidentales, et qu'une approche indirecte, mutuellement bénéfique aux parties, est à privilégier.

Dès lors, Moscou se doit, et ce sera là la grande clairvoyance de Poutine, de porter ses efforts vers une assistance élargie aux Etats de la région, pour combattre avec les mêmes armes que l'Occident et protéger les intérêts russes en Asie. Au-delà de la traditionnelle présence militaire, la Russie décide de mener une politique originale visant :

- à aider à transformer les anciennes républiques en pays politiquement et économiquement viables et conservant des attitudes favorables à la Russie⁶ ;
- à renforcer le rôle de la Russie dans le système de relations politique et économique intergouvernementaux ;
- à étendre et institutionnaliser l'intégration des états membres de la CEI ;
- à contrer les menaces de l'extrémisme religieux, du trafic de drogue et de la contrebande d'armes ;
- à assurer la protection de l'écologie de la région, en particulier la question des mers d'Aral et Caspienne ;
- à protéger les droits des Russes expatriés⁷, bien que l'on ait pu taxer de « décolonisation russe » le reflux migratoire des Russes vers la métropole après les indépendances de 1991.

Cette stratégie du « gagnant-gagnant », que la Russie applique par exemple en soutenant les anciennes républiques soviétiques dans leur lutte contre les mouvements

⁶ L'administration présidentielle russe s'est dotée en 2005 d'un nouveau département chargé, dans l'espace post-soviétique, de la prévention des « révolutions oranges », du soutien des « relations culturelles et régionales avec les pays étrangers et la CEI », et de la promotion de « la langue et la culture russe à l'étranger ».

⁷ On estime à environ 10 millions le nombre de Russes ou russophones vivants dans les 5 républiques centrasiatiques, sur un total de 60 millions d'habitants.

islamiques intégristes de la région, lui permet ainsi de justifier sa propre position en Tchétchénie et de maintenir dans un calme relatif les républiques musulmanes de la Fédération de Russie⁸.

Nouvel avatar de la traditionnelle tentation impériale russe, destiné à améliorer la sécurité régionale et à s'opposer plus efficacement à l'expansion occidentale dans la région, cette orientation atteint le double objectif de restituer à la Russie une place sur l'échiquier mondial et de protéger ses alliés des tentatives de déstabilisation tant externes qu'internes.

1.1.1.2.2. L'intérêt renouvelé des anciennes républiques soviétiques pour une alliance militaire avec la Russie

Indépendantes malgré elles⁹, les anciennes républiques soviétiques sont partagées entre des tendances centrifuges (Turkménistan, Ouzbékistan) et des tendances loyalistes (Kazakhstan, Kirghizstan), voire intégrationnistes (Tadjikistan). Confrontés à des menaces externes comme internes à leur sécurité, c'est tout naturellement qu'elles cherchent à nouer des partenariats avec des états forts. Pour la plupart d'entre eux, l'axe central de ces partenariats passe par des alliances militaires de type traditionnel, dont la Russie demeure à ce jour le maillon central. Ce rapprochement n'est sans doute que la simple expression des alliances bilatérales que ces pays ont toujours traditionnellement nouées avec la Russie: il est difficile en effet d'imaginer que ces pays, souvent petits et éloignés les uns des autres, puissent envisager de contribuer à la sécurité de leurs voisins sans la participation active de la Russie.

L'intérêt d'une telle alliance pour ces Etats est donc particulièrement flagrant.

Le principal avantage d'une coopération militaire avec la Russie est avant tout l'exploitation d'un héritage commun : compatibilité des équipements, langue de travail sinon partagée, du moins comprise, formation commune des cadres militaires, et procédures identiques. Par le biais de cette coopération, les gouvernements peuvent obtenir la prise en charge financière et technique par la Russie de la quasi-totalité des programmes communs et de l'entraînement des troupes, que ces pays ne sont pas équipés pour accomplir, ou qui se révèlent trop onéreux pour eux. Ainsi, la coopération militaire russe avec le Kirghizstan, avant le changement de régime de 2005, s'est axée autour d'un programme de défense aérienne, dont les opérations aériennes du Golfe et du Kosovo ont montré le caractère incontournable. Le Kirghizstan, qui possède en effet le privilège peu envié d'être le pays le plus enclavé d'Asie centrale et de ne disposer d'aucune force aérienne digne de ce nom, avait dû compter sur l'aide des forces aériennes ouzbèkes lors de son agression en 1999 et 2000 par des groupes islamistes armés.

Autre avantage, la présence militaire russe, et en particulier celle de son armée de l'air, a un effet préventif pour tout pays extérieur envisageant des opérations aériennes attentatoires à leur souveraineté nationale, tel que le survol des espaces nationaux sans

⁸ On évalue le nombre de musulmans dans la Fédération de Russie à 8% de sa population (?% en Tchétchénie)

⁹ Un référendum de 1991 a montré que 90% de la population de l'URSS souhaitait son maintien dans l'Union Soviétique

l'accord des gouvernements, et pour tout pays d'Asie centrale qui serait tenté de résoudre par la voie des armes un conflit local.

Un dernier avantage non négligeable est l'indifférence absolue de Moscou, comme de la plupart des organisations et partis politiques russes, vis-à-vis d'éventuelles atteintes au fonctionnement démocratique des institutions et aux droits de l'homme dans ces pays. L'ensemble des pays d'Asie Centrale ont en commun un système politique fondé sur le pouvoir personnel des dirigeants, qui concentrent l'essentiel du pouvoir entre les mains d'une seule personne, avec les dérives autoritaires et mégalomanes que l'on peut imaginer¹⁰. Ces régimes exercent un contrôle identique sur l'économie nationale, les principales entreprises du pays se trouvant dans les mains de la famille élargie du dirigeant (village, tribu, région,...), de même que sur les canaux de distribution de l'aide internationale et les circuits de revente des biens importés. Or les pays de l'OTAN ont une certaine tendance (fâcheuse pour les potentats locaux) à conditionner leurs aides au comportement du récipiendaire dans ces domaines. Ils se trouvent ainsi souvent conduits à dénoncer les dérives autoritaires et la dégradation de la situation des droits de l'homme dans cette zone¹¹.

C'est pourquoi il ne faut pas perdre de vue le poids que confère à la Fédération de Russie sa place de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, qui lui permet d'opposer un veto à toute résolution frappant un allié peu regardant sur le respect des droits de l'homme...

Dans une région caractérisée par l'absence de frontières hermétiques, une grande liberté de mouvement des marchandises, de l'argent et des personnes, ainsi que par des systèmes communs de fourniture énergétique et de transport hérités de l'ère soviétique, une alliance militaire forte offre aux pays concernés des moyens très efficaces pour combattre l'instabilité.

1.1.2. Organisation et fonctionnement de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective

Souhaité par la Russie et ses alliés, le Traité de Sécurité Collective se transforme progressivement en une organisation authentique, qui fait porter ses efforts dans le domaine de la sécurité des pays membres. Cette transformation formelle d'un traité vers une organisation politico-militaire dotée d'une personnalité juridique et acteur reconnu sur la scène internationale dans le domaine de la sécurité collective, vise à donner ainsi une base légale à d'éventuelles interventions des états membres en faveur d'un gouvernement ami.

Ce renforcement du statut de l'organisation a lieu au cours du conseil de sécurité collective de Douchanbé d'avril 2003, où les six participants jettent les bases de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC ; en russe, ODKB).

¹⁰ Le président du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaev, a souhaité une métropole à la hauteur de sa vocation de « nouveau Koweït » de l'Asie centrale : Astana, la nouvelle capitale, est une sorte de « Brasilia des sables », une mégapole surgie des steppes sur décret présidentiel en 2003.

¹¹ Les missions d'observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont déclaré à de nombreuses reprises (en 2003 au Turkménistan, en 2004 au Turkménistan et au Kazakhstan, en 2005 au Kirghizstan et au Tadjikistan) que les scrutins n'étaient pas conformes aux normes internationales et ne satisfaisaient pas aux exigences démocratiques

Cette organisation dispose de son propre budget, d'un secrétariat, d'un état-major et d'une force de déploiement rapide destinée à la lutte contre les groupes extrémistes radicaux opérant dans la région, dont le premier élément est créé en 2001. Sa principale base militaire se trouve sur la base de Kant, au Kirghizstan.

L'organisation est gérée par le comité des secrétaires des conseils de sécurité des pays membres (KSSB), qui se réunit à intervalle régulier pour traiter des questions d'actualité. Il est de tradition d'autoriser des délégations de la quasi-totalité des pays membres de la CEI, même non parties à l'OTSC, à participer aux réunions comme observateurs. Cette invitation peut être élargie aux ministères et agences ayant à en connaître.

Le secrétariat permanent de l'organisation est basé en Russie. L'Accord sur les conditions de la présence du Secrétariat de l'OTSC en territoire russe a été signé le 19 décembre 2003 à Moscou. Ce document, élaboré compte tenu de la spécificité de l'activité de l'Organisation, définit le statut des responsables et des employés du Secrétariat en territoire russe et régleme nte ses relations avec les organes fédéraux du pouvoir exécutif de la Fédération de Russie. Sa signature marquait l'achèvement de la structuration organisationnelle et juridique de l'OTSC : dès lors, son Secrétariat jouit du statut de personne juridique et peut escompter un appui du gouvernement russe.

L'Etat-major unifié se trouve à Moscou, dans l'ancien Quartier-Général du Pacte de Varsovie. Il se compose à ce jour une cinquantaine d'officiers et s'est vu attribué comme tâche initiale de mettre sur pied les forces de réaction rapide. Bien que la fonction de chef d'Etat-major soit tournante, c'est toujours un général russe qui occupe la place de second, en raison du poids de la Russie comme contributeur à l'organisation¹².

Des Etats-majors régionaux de « forces collectives de réaction rapide » sont prévus, mais, à l'heure actuelle, seul celui de l'axe eurasiatique est en place, qui sert de laboratoire d'expérimentation à cette coopération militaire.

Chaque pays membre s'est engagé à fournir un contingent de bataillons de forces terrestres, soit, à l'heure actuelle, deux bataillons russes, deux bataillons kazakhs, deux bataillons kirghizes et trois bataillons de forces mobiles tadjiks, destinés à être projetés sur les points névralgiques. Il ne s'agit pas de bataillons dédiés, mais d'un engagement capacitaire qui s'apparente à la participation française dans l'Euroforce.

Il n'existe pas de composante navale. La composante aérienne se limite aux bases de Kant (Kirghizstan) et de Douchanbé (Tadjikistan), qui sont avant tout des bases russes.

Des réflexions sont en cours pour formaliser les interactions entre différentes structures telles que le Centre anti-terroriste de la CEI, le comité des chefs d'Etat-major de l'OTSC et les différentes actions menées contre le trafic de drogue.

Les réunions du Conseil des ministres de la Défense des pays de l'OTSC, présidée actuellement par le chef de l'Etat-major général des forces armées de Russie, Iouri

¹² La Russie assure plus de 50% du budget de l'organisation

Balouïevski, qui est également chef de l'état-major uni de l'OTSC, sont tenues parallèlement aux réunions du Conseil des ministres de la Défense des pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI).

Enfin, lors du sommet de Moscou de juin 2005, un volet économique a été rajouté au traité, visant à renforcer les liens des industries de défense de la région.

1.1.3. Quelques réalisations concrètes :

La création de l'OTSC, dont les membres représentent les alliés les plus fidèles de Moscou, a constitué la première initiative russe de reconfiguration de l'espace militaire post-soviétique. Elle vise à réaliser l'un des objectifs de la transformation des forces militaires russes : la consolidation de l'influence russe sur l'ancien territoire de l'Union, en renforçant la capacité de la Russie à mener des guerres modernes, à combattre le terrorisme et à retrouver des moyens de puissance globale.

1.1.3.1. Une coopération avant tout militaire...

Un des principaux domaines d'action de l'OTSC est la coopération militaire régionale. Elle recouvre la mise en commun de forces et d'installations, la réalisation d'exercices conjoints et la vente par la Russie à ses alliés d'équipements militaires à des prix concurrentiels.

Les armées de l'air des parties au traité sont évaluées lors d'exercices conjoints sur une base annuelle. Les premières manœuvres, axées sur une force collective de déploiement rapide, se sont déroulées en septembre 2003 au Kirghizstan. Elles étaient placées sous le commandement du général russe Sergeï Chernomordin, avec un encadrement réalisé par des officiers de l'Etat-major des forces kirghizes et des responsables de la lutte anti-terroriste des états de la CEI. Le thème des opérations était la destruction de bandes armées opérant au Kirghizstan.

Le dernier exercice, Rubezh-2005, s'est déroulé au Tadjikistan, dans la zone d'entraînement Eshak-Maidon. Cet exercice mettait en oeuvre une centaine de véhicules blindés, une douzaine d'aéronefs et environ un millier de participants. Il incluait la participation d'une unité aérienne des forces armées kirghizes, présentes malgré le processus politique en cours, signe fort que les changements de régime n'affectaient pas fondamentalement les orientations diplomatiques des états de la région.

Des actions communes sont aussi menées dans les domaines d'intérêt de l'OTSC. A ce titre, des succès notables ont été enregistrés lors de l'opération antidrogue "Kanal-2004" réalisée dans le cadre de l'organisation. Plusieurs filières par lesquelles des stupéfiants d'origine afghane parvenaient en contrebande dans les pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI) et en Europe ont à cette occasion été démantelées.

Un système de défense aérienne intégré est prévu, la Russie souhaitant depuis les années 90 étendre la couverture radar de ces états afin de protéger son espace aérien sud de l'intrusion d'aéronefs aux intentions hostiles. Il convient de noter que le Kirghizstan a ainsi transféré la défense de son espace aérien à la Russie.

La force collective de réaction rapide dispose d'un quartier général stationné à Bichkek (Kirghizstan). Composée de bataillons indépendants fournis par le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Kirghizstan et la Russie, la force ainsi créée est estimée à 10 000 hommes. Les unités nationales sont stationnées dans leur pays d'origine, pour un déploiement rapide à la demande. Tous les pays ne participent pas de façon identique au processus: ainsi, la Biélorussie refuse d'envoyer ses troupes à l'extérieur de ses frontières pour des questions de droit national, mais met à la disposition de l'organisation son équipement militaire.

L'ouverture au Kirghizstan, le 23 octobre 2003, de la base aérienne destinée à offrir un soutien aérien à ces forces de réaction rapides a, selon Vladimir Poutine, conféré: « *une signification politique et militaire entièrement nouvelle à l'OTSC* ». Dans les faits, cette ouverture profite surtout à la Russie. En effet, si la fédération de Russie a conservé des bases militaires dans d'autres républiques, sous la forme de garde-frontières et de garnisons, et a parfois réussi à établir de nouveaux liens sous la forme de « *forces de maintien de la paix* », il s'agit ici, pour la première fois depuis la chute de l'Union soviétique, d'une création ex-nihilo, alors que, dans ses autres zones d'influence, la Russie a dû commencer à réduire sa présence militaire (anciens satellites d'Europe de l'Est, républiques baltes).

Selon l'accord de stationnement, le ministère russe de la défense contrôle l'aptitude opérationnelle, les structures organisationnelles et personnelles et le fonctionnement courant de la base, tandis que les Kirghizes procurent les communications, l'électricité, l'eau et l'ensemble du soutien permettant le bon fonctionnement de la base. Bien qu'elle se présente comme une base « russe », les militaires de pays membres de l'OTSC sont autorisés à utiliser les infrastructures. Un *Status of forces agreement* a été signé, qui garantit aux troupes russes et à leurs biens une immunité complète.

Le président Poutine attribue à la base de Kant une fonction différente de celle de la base attribuée à la Coalition à Manas, l'aéroport international de Bichkek. Il souligne que Manas n'a été créée que pour combattre le terrorisme en Afghanistan et devra être fermée lorsque cet objectif sera atteint. Selon lui : « *la base russe remplira d'autres tâches ; elle va assurer la sécurité du Kirghizstan et de la région tout entière...en agissant comme dissuasion des terroristes et extrémistes... quelle que soit leur obéissance* ». Selon lui, « *en créant ce bouclier aérien, nous souhaitons renforcer la sécurité dans la région, dont la stabilité devient un facteur déterminant influençant l'évolution de la situation internationale* ».

Enfin, la Russie fournit à ses partenaires des armements modernes à des tarifs préférentiels.

La mise en œuvre de l'OTSC marque donc un renversement de tendance qui, s'il n'a sur le moment qu'un poids militaire réduit, comporte un impact émotionnel, politique et diplomatique indiscutable pour la Russie. Bien qu'elle se défende d'envisager le clonage d'un Pacte de Varsovie eurasiatique, la Russie ne perd pas de vue les constantes de sa politique extérieure.

1.1.3.2. ... et qui s'accompagne d'un alignement des politiques extérieures

Les grandes questions régionales font l'objet de concertation entre les membres de l'OTSC, et des positions communes sur les sujets abordés sont généralement dégagées.

La principale question de sécurité régionale demeure la situation en Afghanistan, dont les derniers développements inquiètent la Russie et les membres de l'OTSC. Ce pays est tout à la fois une source du fondamentalisme islamique, qui joue un rôle croissant dans les pays d'Asie centrale, et le principal producteur de narcotiques dans la région, dont l'éradication est devenue l'une des priorités de l'OTSC.

Politiquement, si les Ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'OTSC reconnaissent certains succès à l'Administration transitoire d'Afghanistan dans l'édification d'un état central et la lutte contre les forces extrémistes, si ils reconnaissent le rôle leader de l'ONU dans le renforcement de la stabilité et de la sécurité en Afghanistan et lui apportent leur soutien, ils n'en soulignent pas moins régulièrement l'absence de stabilisation du pays et de résultats tangibles dans le rétablissement de l'économie, et se déclarent particulièrement inquiets de la menace croissante de la drogue issue de l'Afghanistan¹³ et de l'activité des groupes extrémistes.

Les États membres de l'OTSC ont donc renforcé la coopération de leurs ministères des Affaires étrangères, des structures de maintien de l'ordre et des services spéciaux en vue du règlement des problèmes de l'aménagement d'après-guerre de l'Afghanistan. Un accord de coordination des mesures d'assistance dans les domaines économique, scientifique et technologique, visant à éliminer la base sociale du terrorisme en procédant au rétablissement et à la reconstruction de l'économie du pays, a récemment été signé. Les États-membres de l'OTSC sont d'autant mieux placés pour cela en terme de potentiel industriel, scientifique et technique, qu'une grande partie des infrastructures afghane a été construite avec l'assistance technique de l'ex-URSS.

Un rapprochement avec les autres organisations internationales, y compris l'OTAN, semble unanimement souhaité par les pays de l'OTSC, avec pour motif avoué la normalisation de la situation en Afghanistan. C'est dans ce cadre que le ministre des affaires étrangères kirghizes, Askar Aitmatov, avait inscrit son accueil de la base de la coalition anti-terroriste de Manas, sur l'aéroport international de Bichkek. Ces propositions de coopération s'étendent plus généralement à la lutte contre le terrorisme, bien qu'il apparaisse clairement que cette lutte sert de prétexte à la répression menée contre les adversaires politiques internes des gouvernements de l'OTSC.

Enfin, le problème irakien n'est pas absent des débats, et l'OTSC s'est prononcé en faveur d'un règlement politico-diplomatique sur les bases de la résolution 1441 du conseil de sécurité de l'ONU.

*

La Russie domine l'OTSC plus totalement que les Etats-Unis ne domineront jamais l'OTAN. L'énorme différentiel politique, économique et militaire existant entre la Russie et les autres membres, la continuité géographique entre ces pays, contrairement aux Etats-Unis, qui sont séparés des membres européens de l'Alliance par l'étendue de l'Atlantique, ainsi que les modes de gouvernement de ces Etats et leur traditionnelle

¹³ La Russie a retiré ses garde-frontières du Tadjikistan en 2005

soumission au pouvoir russe, confèrent à Moscou une position dominante au sein de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective.

La Russie semble donc s'être forgé avec l'OTSC un instrument de puissance à la hauteur de ses ambitions, sinon mondiales, du moins régionales. Si l'on ne peut pas réduire cette organisation à sa composante eurasiatique, il n'en est pas moins vrai que le centre névralgique de l'OTSC est son axe centrasiatique, tant par le volume et la concentration géographique des forces déployées que par les intérêts géostratégiques de la région et le chevauchement des zones d'influence des principales puissances de la planète, qui en font le champ d'expérimentation privilégié de la politique extérieure russe.

*

1.2. L'Asie centrale, un terrain d'action privilégié de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective, qui se voit exposé aux appétits géopolitiques des grandes puissances

L'offensive otanienne dans « l'étranger proche » de la Russie, dès la fin des années 90, a réveillé chez les dirigeants russes le vieux complexe obsidional qui a toujours été à la base de la politique étrangère et de la stratégie russe et soviétique, et conditionné sa recherche d'un glacis défensif par le biais d'alliances militaires étroites et plus ou moins égalitaires.

Le Grand Jeu, qui n'a jamais vraiment cessé, et oppose à nouveau en Asie centrale, sous une forme nouvelle, la Russie aux Etats attirés par les immenses ressources en gaz et en pétrole de la région et par sa position stratégique au confluent des zones d'influence des principales puissances nucléaires du monde offre à l'Organisation du Traité de Sécurité Collective un laboratoire de restructuration de l'espace post-soviétique.

1.2.1. Empire asiatique ou empire en Asie ? La place traditionnelle de l'Asie centrale dans la politique russe:

La Russie, comme l'Union soviétique avant elle, et l'empire russe auparavant, n'a jamais réellement tranché sur son positionnement géostratégique. Une seule chose est sûre : depuis le renversement des rapports de force entre la Russie européenne et l'Asie des hordes mongoles, la Russie n'a cessé d'étendre sa zone d'influence en direction de l'Asie centrale. Le recul annoncé de son influence après le 11-septembre semble bien ne constituer qu'un épiphénomène.

1.2.1.1. L'intérêt historique de la Russie pour l'Asie centrale :

La fondation même de l'Etat russe trouve ses origines en Asie centrale, au XIIème siècle, lorsque les coups portés par Timur Lang (« Tamerlan ») à la Horde d'Or mongole, qui tenait sous sa coupe les petites principautés russes, permirent la création d'un état unifié. Mais le phénomène séculaire de conquête Est-ouest par les peuples hunns et tatars, dont les modes de gouvernement ne furent pas sans influence sur la

conception russe de la politique et du pouvoir absolu, ne s'inversa vraiment qu'au XVII^{ème} siècle, avec le début de la poussée vers la Sibérie d'Ivan IV dit « Le Terrible ». Au XIX^{ème} siècle, l'impérialisme ambiant incita la Russie à une expansion irrésistible à travers les steppes asiatiques, vers d'hypothétiques frontières « sûres » à l'Est et au Sud. En une vingtaine d'années, après avoir conquis avec la plus grande brutalité les khanats de Kokand, Khiva et Boukhara, et s'être avancée jusqu'à la frontière afghane, où pointait la menace britannique, la Russie s'était taillé un empire immense en Asie centrale.

Sa confrontation avec l'autre grand empire de la région, l'empire britannique, donna lieu aux péripéties du « Grand Jeu », vaste ballet militaro-diplomatique autour du contrôle de l'Hindou Kuch et du Pamir, qui s'acheva par les accords frontaliers anglo-russes de 1895 et 1907. Le Grand Jeu quittait sa phase active pour une phase larvée qui, sous des formes variables et avec de nouveaux acteurs, allait durer jusqu'à nos jours.

La Russie entama alors une colonisation de peuplement dans les territoires centrasiatiques, visant à mettre en valeur les ressources minières et agricoles de la région et à offrir des marchés captifs aux productions russes, peu compétitives sur le marché international. La révolution russe de 1917, athée, fut mal acceptée et se traduisit par des insurrections réprimées dans le sang. L'élite européanisée fut décimée par des purges au cours des années 30. L'Asie centrale, collectivisée, affamée et décimée, était exsangue.

Mais, par un curieux retour de l'Histoire, c'est cette même Asie centrale qui allait déterminer le sort de l'Union soviétique : 10 années de guerre en Afghanistan, qui firent 15 000 victimes soviétiques et mirent l'armée et le pouvoir soviétique à genou, précipitèrent la chute de l'empire. L'Asie centrale, divisée, fragilisée et ruinée, retrouvait sa liberté. Elle allait, pendant dix années de crises économiques et politiques, faire l'expérience de l'autonomie.

1.2.1.2. Une tutelle russe qui instrumentalise les enjeux sécuritaires en Asie centrale

Diviser pour régner, tel semble être depuis toujours le mot d'ordre du Kremlin dans sa gestion politique de l'Asie centrale : la Russie joue sur les divisions de ces pays, divisions internes, en agitant devant ces Etats musulmans le chiffon rouge de leur frange fondamentaliste, et divisions externes, en jouant sur leur intérêts divergents et en récupérant les blessures non refermées de la partition artificielle de la région à son profit. La Russie va donc jouer sur l'obsession sécuritaire de ces états fragiles pour regrouper autour d'elle les anciennes républiques soviétiques.

1.2.1.2.1. La menace islamiste

Bien que l'Islam ait très tôt fait son apparition en Asie central, dès la fin du VII^{ème} siècle, l'islamisation définitive de la région est récente et tempérée, longtemps confrontée aux influences concurrentes de l'hindouisme, du bouddhisme et du christianisme, sous la forme de l'hérésie nestorienne. Cet Islam traditionnel, modéré¹⁴,

¹⁴ Islam sunnite de rite soufiste

étouffé par 70 ans de communisme¹⁵, a connu un certain regain après les indépendances de 1991. Facteur identitaire, il devient une référence nationale, par opposition à l'athéisme militant de l'époque soviétique, et est encouragé par les dirigeants locaux.

La montée en puissance des mouvements radicaux modifie cet équilibre. Le Parti de la Renaissance Islamique, apparu dans la Fédération de Russie en 1990, se veut supranational et se développe essentiellement en Ouzbékistan (où il prend des positions radicales et ouvertement pro-taliban) et au Tadjikistan (où, après un exil en Afghanistan, il accède à la coalition gouvernementale en 1997). Cette réislamisation agressive, menée par des missionnaires de tendance wahhabite venus du Pakistan et d'Arabie Saoudite, menace l'équilibre fragile des Etats¹⁶, dont certains entament une répression anti-islamique généralisée. D'autres, plus modérés, tentent de le contourner en faisant appel à l'histoire préislamique de la région, par la réinstauration de fêtes zoroastriennes telles que le Navrouz (Nouvel An).

La Fédération de Russie, elle-même confrontée au renouveau de la pratique islamique et à la montée du fondamentalisme dans ses propres républiques, se révèle un protecteur compréhensif.

1.2.1.2.2. La manipulation des nationalités :

L'Asie centrale a hérité de son passé soviétique sa physionomie géopolitique. L'Union soviétique a créé de toutes pièces les identités collectives de la région centrasiatique. Alors que l'appartenance s'exprimait avant la révolution soviétique essentiellement en termes de famille, de tribu et de mode de vie, nomade ou sédentaire, Staline créa les nationalités, en offrant aux nouvelles républiques des territoires aux frontières artificielles, découpées selon des critères linguistiques et non ethniques, en leur forgeant des histoires nationales distinctes et affabulées. Ce découpage illogique de la région, qui n'avait qu'une importance purement administrative au temps de l'URSS, devint source de division lorsque ces frontières devinrent internationales.

La Russie actuelle exploite à son profit cet héritage explosif. Si l'intangibilité des frontières soviétiques a été reconnue lors des indépendances de 1991, leur tracé artificiel suscite encore des conflits territoriaux larvés¹⁷ susceptibles d'entraîner une implosion de la région. L'absence d'homogénéité ethnique entraîne des mouvements de xénophobie entre les populations et leurs minorités. Le souhait des dirigeants de souder leur population autour de références culturelles et historiques communes et de développer leurs symboles nationaux (création des monnaies nationales en 1993, des banques nationales, mais aussi des armées) aggrave encore la situation.

La Russie est elle-même touchée la question des nationalités. Sa quête de stabilisation de la région vise aussi à éviter l'émigration de la large diaspora russe d'Asie centrale,

¹⁵ Le « mouvement des sans-dieu » stalinien, de 1932 à 1936, aboutit à la destruction des lieux de culte et à la liquidation de la quasi-totalité des responsables religieux d'Asie centrale (45 000). Un Islam secret se développa en parallèle à un clergé officiel contrôlé par les Soviétiques

¹⁶ En mars 2004, des attentats attribués aux islamistes du Hizbi-Tahrir ont fait une vingtaine de morts en Ouzbékistan. En juillet, les ambassades israélienne et américaine ainsi que les bureaux du procureur de Tachkent ont été la cible d'attentats, alors que se déroule le procès de quinze personnes soupçonnées d'être des fidèles du réseau Al-Qaida.

¹⁷ Le Tadjikistan revendique Boukhara et Samarcande, le Kirghizstan connaît une fracture Nord-Sud,...

dont la présence dans les républiques asiatiques est considérée comme un atout majeur dans l'établissement de liens étroits entre la Russie et cette région.

Dans cette Asie centrale balkanisée, le regroupement des Etats dans une entité supranationale, sous l'égide d'un protecteur suffisamment fort et impliqué pour préserver la stabilité de la région, apparaît comme une nécessité impérieuse.

1.2.1.2.3. Le jeu des intérêts divergents des états de la région

L'Asie centrale est une région riche¹⁸, mais certaines de ces richesses, par leur répartition géographique, font l'objet de convoitises qui menacent la stabilité régionale.

L'eau est présente, par les fleuves Amou Daria et Syr Daria, mais ceux-ci sont internationaux, et les ponctions réalisées pour l'irrigation ou la fourniture d'hydroélectricité, la pollution dont ils sont l'objet, imposent une concertation régionale qui n'est pas à l'ordre du jour : faute de dialogue, la région hérite de tensions.

L'exploitation des réserves de pétrole soulève la question du statut juridique de la mer Caspienne, liée à des conflits d'intérêts locaux, et celui du transit de ces produits, par la question du tracé des pipe-lines.

Enfin, à la production locale de pavot, culture historique destinée à une consommation familiale, s'est substituée une production à grande échelle. L'argent de ce trafic finance non seulement les groupes criminels, mais en partie la vie politique locale, et développe dans la région la corruption et la criminalité. L'Asie centrale, qui se trouve entre les zones de production d'Afghanistan, du Pakistan et de l'Iran, et les zones de consommation, la Russie depuis 1979, et l'Occident, ne parvient pas à contrôler seule l'ensemble de ses frontières¹⁹.

Au résultat, l'Asie centrale, transformée en poudrière, n'a d'autre choix que se tourner vers un Grand Frère capable de jouer un rôle d'arbitre et de protecteur. L'Organisation du Traité de Sécurité Collective apparaît donc bien comme l'instrument privilégié de la politique russe de restructuration de l'espace post-soviétique, orienté vers l'Asie centrale. Mais cette domination, dans un contexte économique-stratégique volatile, ne reste pas incontestée.

1.2.2. L'après-11 septembre, ou le renouveau géostratégique d'une région longtemps négligée:

Les événements du 11-septembre placent brutalement l'Asie centrale sous les projecteurs de l'actualité. La décision des Etats-Unis de mener « la guerre au terrorisme » entraîne un rapprochement des pays de la région avec l'Occident, dans leur désir d'endiguer le phénomène de l'islamisme militant qui menace leurs régimes, de prélever une partie de la manne financière qui s'abat sur les régimes favorables aux

¹⁸ Voir *infra* 1222

¹⁹ La frontière tadjiko-afghane fait à elle seule plus de 1200 km

implantations de la Coalition²⁰ et, pour la Russie, de redorer une image internationale ternie par la question tchéchène en prenant fait et cause pour les pays démocratiques.

Parallèlement, le monde prend conscience du formidable potentiel économique de la région.

1.2.2.1. L'arrivée de nouveaux acteurs dans le pré-carré russe

Face au « jeu » russe qui vise à établir en Asie centrale une ceinture protectrice d'Etats alliés grâce à une politique de coopération militaro-économique, divers « jeux » de grandes puissances viennent contester son influence sur la zone.

Légitimées par les événements du 11-septembre, les interventions américaines en Afghanistan et en Irak ont initié le « jeu » américain. L'installation de bases américaines en Ouzbékistan et au Kirghizstan après le 11-septembre est en effet moins liée à la lutte contre les talibans qu'à la nouvelle stratégie militaire de Washington, qui recherche quatre objectifs : l'affaiblissement de la Russie dans ses « marches » eurasiatiques, l'isolement de l'Iran des ressources énergétiques de la Caspienne, le diversification des influences par la promotion d'acteurs tiers, tels que l'Inde, et enfin le contrôle des ambitions régionales de la Chine.

Pour ce faire, les Etats-Unis prévoient de redéployer vers l'Asie centrale une partie des 70 000 militaires qui vont prochainement être retirés d'Europe, afin de mettre sur pied une force d'intervention rapide. Les bases nouvellement acquises en Asie centrale constituent en effet un pôle stratégique pour la sécurité de la région, mais offrent aussi un emplacement stratégique entre l'Asie du Sud, la Chine et la Russie qui autorise un éventuel redéploiement américain autour des principaux gisements pétroliers de la région.

Le « jeu » chinois en Asie centrale, peu sensible jusqu'à récemment, inquiète désormais les dirigeants russes. Les échanges commerciaux s'intensifient, de nouvelles voies de communication s'ouvrent²¹, et la Chine se tourne ouvertement vers le Kazakhstan et le Turkménistan pour assurer la couverture de ses besoins croissants en hydrocarbures²². Le Groupe de Shanghai, qui rassemble la Chine, cinq Etats d'Asie centrale et la Russie, lui permet en outre de jouer un rôle diplomatique dans la région, en donnant une image de puissance responsable. Cette organisation, qui se consacre aux questions de sécurité, rejoint l'effort chinois de stabilisation de l'Asie centrale, qui cherche à contrer le séparatisme ouïgour dans le Xinjiang. Enfin, l'immigration chinoise représente un danger potentiel pour une région peu peuplée.

²⁰ Bases américaines de Bichkek (Manas) au Kirghizstan, de Khanabad en Ouzbékistan, base française de Douchanbé, base allemande de Termez. L'aide américaine s'élève à 300 millions de dollars par an pour le seul site de Bichkek.

²¹ Une nouvelle route, entre Krog et Kachgar, relie le Tadjikistan à la province du Xinjiang, dans le nord-est de la Chine. Un oléoduc de 10 000 kilomètres vient d'être construit entre Karaganda, au centre du Kazakhstan, et le Xinjiang, qui devrait fournir à la Chine 20 millions de tonnes de brut par an.

²² En 2030, la consommation pétrolière de la Chine équivaldra à la production de l'OPEP.

La Turquie s'insère dans le jeu régional par le biais de la langue, qui est parlée, sous des dialectes variés, par la majorité des peuples de la région. La seule exception en est le Tadjikistan, dont la langue, d'origine persane, le rapprocherait plutôt de l'Iran. Toutefois, les tentatives d'immixtion de Téhéran au cours de la guerre civile tadjike (1992-1997) ont abouti à des échecs. Pourtant, l'Iran, qui se révèle une voie de désenclavement majeure des ressources gazières et pétrolières de la Caspienne, tout comme la Turquie, ne peut être ignoré.

Le « Jeu » européen a pris une forme politique tout d'abord, avec la reconnaissance, dès 1991, de l'indépendance des Etats qui la composent et l'établissement de relations diplomatiques. Il s'est ensuite portée dans le domaine économique, encouragée par la découverte des ressources en hydrocarbures du bassin caspien, qui en font l'une des sources d'approvisionnement futures de l'Europe. Les échanges commerciaux de l'Occident se sont progressivement développés avec les pays d'Asie centrale, notamment avec le Kazakhstan (la société TOTAL possède 20 % des parts du gisement de Kashagan et espère obtenir de nouvelles participations pour l'exploitation de gisements en off-shore), le Turkménistan (la France a construit une raffinerie à Turkmenbachi) et l'Ouzbékistan (l'Europe développe des projets dans le domaine du coton et de l'eau). Enfin, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan sont éligibles à la « Réserve Pays Emergents » (RPE), destinée à soutenir des projets de développement.

Enfin, il existe un « jeu » des organisations internationales, qui intervient dans la sphère politique essentiellement par le biais d'organisations internationales telles que l'Union Européenne et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe.

L'UE a doublé fin 2001 le montant de l'aide qu'elle alloue à l'Asie centrale²³, en fixant des priorités claires : favoriser les réformes et l'Etat de droit, accroître la sécurité et le contrôle des frontières, soutenir la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire favorable aux investissements étrangers et au développement des initiatives locales. Elle a conclu des accords de partenariat et de coopération (APC) avec l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Kirghizstan et plus récemment avec le Tadjikistan (octobre 2004).

L'intérêt de ces organisations se porte aussi sur la stabilité des pays d'Asie centrale, particulièrement exposés aux nouvelles menaces telles que la criminalité organisée, le trafic de drogues en provenance d'Afghanistan et le terrorisme, qui constituent un enjeu international capital. La « Conférence sur les routes de la drogue » qui s'est tenue à Paris en mai 2003, a contribué à une prise de conscience internationale du caractère stratégique de l'Asie centrale dans ces trafics, et de la nécessité de participer activement à leur contrôle.

La Russie s'est longtemps battue pour que ces organisations se préoccupent plus des problèmes de sécurité que de la démocratisation et des droits de l'homme dans les anciennes républiques soviétiques. Il est vrai que le rôle politique de ces organisations en Asie centrale sera toujours handicapé par leurs positions sur la question des droits de l'homme : la décision de l'UE, à l'automne 2005, de placer sous embargo les ventes d'armes à l'Ouzbékistan pour cause d'atteintes aux droits de l'Homme, a précipité ce pays dans le giron de la Russie.

²³ Le programme TACIS s'élève désormais à 50 millions €an

Cette version élargie du Grand Jeu, connue et pratiquée, ne bouleverse pas l'échiquier politique. Mais l'irruption brutale des forces de la coalition anti-taliban dans le cadre de la lutte anti-terroriste, après les événements du 11-septembre, change la donne.

Comme en Europe au cours des années 90, la Russie doit faire face, en Asie centrale, à l'apparition des Etats-Unis et de l'OTAN dans sa zone d'influence. La proximité géographique, sinon la continuité territoriale, pouvait constituer en Europe un facteur atténuant. Ce n'est pas le cas en Asie centrale, où l'éloignement géographique a pu inciter la Russie à se considérer comme un interlocuteur incontournable – ce qui expliquerait la politique néo-impérialiste, brutale et unilatérale, menée en Asie centrale par la Russie de Boris Eltsine.

Echaudée par son expérience européenne, la Russie, malgré de bonnes relations avec les Etats-Unis et l'Occident plus largement, se méfie des conséquences à long terme de la présence et de l'influence américaine dans la région, et voit d'un mauvais œil la remise en question de ses intérêts économiques dans la région.

1.2.2.2. La remise en question des intérêts économiques de la Russie dans la région

La Russie possède en Asie centrale des intérêts économiques vitaux. Cette zone dispose en effet de tous les atouts pour devenir une entité non seulement économiquement viable, mais aussi, tout simplement, une région riche. Son capital de ressources énergétiques et de matières premières hors du commun attise toutes les convoitises, accentuées par le déplacement vers l'Asie (Chine et Inde) des grands centres de consommation.

Le principal atout de l'Asie centrale est le pétrole de la Mer Caspienne. Jusqu'en 1991, la Caspienne était contrôlée par deux Etats riverains seulement, l'URSS et l'Iran. Les années 90 ont changé la donne dans la région : l'éclatement de l'Union soviétique a provoqué l'apparition de trois nouveaux Etats riverains (l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan), les réserves ont été réévaluées et des sociétés pétrolières occidentales ont fait irruption sur le marché.

Considérée comme un nouveau Moyen-Orient, la Caspienne possède des réserves prouvées estimées comparables à celles des Etats-Unis et de la mer du Nord²⁴. Les réserves possibles représenteraient, quant à elles, 235 milliards de barils, soit le quart des réserves prouvées du Moyen-Orient. Les réserves gazières, encore plus importantes, sont équivalentes à celles de l'Amérique du Nord.

Si les conditions d'exploitation de ces ressources constituent un motif de désaccord entre la Russie, l'Iran, le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan, les conditions d'évacuation du pétrole de la Caspienne sont au coeur même des rivalités entre les puissances -grandes et régionales- qui s'intéressent à l'Asie centrale. Les enjeux soulevés par l'acheminement du pétrole impliquent non seulement les Etats de la région mais aussi de nombreux acteurs, en raison de l'enclavement de la région, du montant élevé des

²⁴ Entre 18 et 35 milliards de barils

investissements requis, qui dépassent les moyens des Etats producteurs et par le rôle stratégique de la maîtrise des voies d'acheminement.

La Russie exerce aujourd'hui un quasi-monopole sur l'évacuation du pétrole de la Caspienne : la plupart des pipe-lines en fonctionnement en Asie centrale passent par son territoire. Elle a cherché à maintenir cette position privilégiée en menant à bien la construction d'un nouvel oléoduc entre le gisement de Tengouiz et le port russe de Novorossisk sur la mer Noire, le CPC (*Caspian Pipeline Consortium*). Son tracé (1 500 km) permet de contourner les zones troublées du Caucase.

Or les Etats-Unis soutiennent très activement un projet d'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (port turc de la Méditerranée), le projet MEP (*Great Means Export Pipeline*). Pour les Etats-Unis, ce trajet permettrait de réduire la dépendance des pays producteurs vis-à-vis de la Russie de limiter l'attrait d'autres voies concurrentes, en particulier par l'acheminement par l'Iran et de renforcer la sécurité d'approvisionnement de la Turquie, en allégeant le trafic saturé dans le Bosphore.

Même si la Russie conserve de nombreux atouts, le maintien de l'influence russe en Asie centrale s'inscrit comme l'une des tâches principales que l'OTSC devra mener dans les années à venir.

**

L'Organisation du Traité de Sécurité Collective se révèle donc un outil indispensable à la politique de puissance de la Russie dans la région.

Toutefois, son efficacité réelle, au vu des résultats médiocres longtemps constatés et de la contestation ouverte du rôle de la Russie en Asie centrale, semble sujette à caution. L'OTSC peut-elle être considérée comme un outil politico-militaire réellement efficace, ou comme la simple « coquille vide » que dépeignent certains observateurs internationaux ?

Après un long purgatoire, il semble que les récents déboires des Etats-Unis en Asie centrale soient en passe d'offrir un nouvel élan à l'OTSC sur la scène internationale.

**

2. L'Organisation du Traité de Sécurité Collective, une structure longtemps décriée, qui semble trouver dans les déboires occidentaux en Asie centrale un nouveau souffle politique

Malgré le développement de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective en une organisation formelle et structurée, il est longtemps apparu que la Russie ne disposait pas avec elle d'une organisation multilatérale viable susceptible de l'aider à mener à bien ses projets d'intégration avec ses voisins ex-soviétiques. Toutefois, cette vision réductrice pourrait bien se voir battue en brèche par le revirement soudain des politiques menées par certains Etats membres.

2.1. Un bilan originellement mitigé de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective, que vient sanctionner la nécessaire modération des ambitions géopolitiques russes

Si l'Organisation du Traité de Sécurité Collective présente toutes les apparences extérieures d'une grande organisation internationale, on a longtemps douté de sa substance réelle, devant le recul de l'influence russe dans la région et l'absence d'effets concrets de cette organisation sur la situation géopolitique de la région, en commençant par son incapacité à stabiliser la zone.

Dans un document de 2005 intitulé Les menaces et défis de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective, des analystes russes de l'organisation ont envisagé la possibilité d'un conflit de basse intensité entre pays d'Asie centrale membres de l'organisation. Selon eux, une tentative de coup d'état civil ou militaire, évoluant en guerre civile, pourrait nécessiter l'intervention d'une unité d'opérations spéciales, ou d'une force de maintien de l'ordre ou de restauration de la paix, éventuellement sous l'égide de l'ONU.

Cette analyse est intéressante à double titre. Elle montre d'une part la persistance de tensions crisogènes dans la région malgré l'intégration politico-militaire actuelle, et d'autre part la prise en compte de l'échec du choix politique originel de l'OTSC de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats parties au traité.

2.1.1. La persistance de situations de crise

Les conflits frontaliers constituent la principale source de conflits externes de la région. Les Etats eurasiatiques de l'OTSC continuent à être confrontés à l'important facteur de discorde de la délimitation des frontières. Au Kirghizstan, le découpage territorial qui a entraîné la création de trois enclaves, tadjike et ouzbèkes, dans la vallée de Ferghana, attise les haines entre les pays concernés. En Ouzbékistan, les incursions des forces du Mouvement Islamique à partir de l'Afghanistan et du Tadjikistan, en 1999, ont justifié le minage des frontières avec le Kirghizstan et le Tadjikistan. Signe de cette hostilité latente, tous ces Etats imposent des visas aux ressortissants de leurs voisins, y compris ceux de la CEI.

Cette rémanence des crises et tensions s'applique aussi à la situation intérieure des Etats. Les pays centrasiatiques ont, à des degrés divers, des régimes de type autoritaire, qui présentent un certain nombre de dérives : restriction des droits civils et politiques de la population, atteintes aux libertés fondamentales ou falsification des élections, lorsqu'elles ne sont pas purement et simplement suspendues²⁵. Cette crise politique s'accompagne d'une crise économique majeure, née de l'absence de réelle réforme des structures héritées du modèle soviétique, et d'une crise sociale liée à la paupérisation générale de la société, aggravées encore par la fin de l'aide soviétique dans le domaine public (suspension du paiement des retraites, des salaires des fonctionnaires, fonctionnement des crèches et hôpitaux publics,...).

Par delà l'union politique et militaire, l'OTSC n'est pas parvenu à offrir aux Etats membres un *modus vivendi* susceptible d'atténuer les frictions existantes : les anciennes république soviétiques demeurent des foyers de dissensions de toutes sortes.

2.1.2. Les tentations centrifuges de certains membres

Les débuts de l'OTSC furent difficiles, et cette organisation demeura jusqu'à récemment un instrument théorique, sans réelles applications concrètes. Il est sûr en effet que, au vu de l'expérience des diverses tentatives d'intégration de la CEI, la mise en œuvre intégrale des projets de l'OTSC était loin d'être acquise. C'est pourquoi, les conditions de sécurité en Asie centrale devenant plus complexes, les Etats de la région ont parfois recherché à élargir le champ de leur coopération à toutes les puissances intéressées, y compris la Chine, la Russie et les Etats-Unis.

La coopération militaire dans le cadre de la CEI est complexe et peu gratifiante, la plupart des accords passés par la CEI n'ayant pas été ratifiés ou n'étant jamais entrés en vigueur. Prenant acte de cette déshérence, certains pays membres de l'OTSC aspirent à obtenir une indépendance relative vis-à-vis de Moscou. Cette tentation se traduit par des actions unilatérales de rapprochement militaire, économique et politique avec des pays ou organisations tiers. Dans les faits, les impératifs du développement régional imposent à ces pays de diversifier leurs accords de sécurité, fondés actuellement seulement sur la Russie, tout en s'assurant, sinon de la bénédiction de la Russie, du moins de sa neutralité.

Au cœur de cette rébellion se trouvent l'Azerbaïdjan, qui cherche à intégrer le système de sécurité et les structures politiques occidentaux, ainsi que l'Ouzbékistan, qui aspire à jouer un rôle leader en Asie Centrale. Ces deux Etats, en liaison avec l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie, ont constitué une organisation visant à coordonner leurs efforts, le GUUAM²⁶, qui a reçu le soutien des Etats-Unis. La Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan se sont retirés du traité de Tachkent en 1999. De même, le Kazakhstan a accru ses activités de forage dans la Mer Caspienne, malgré les protestations de la Russie, et a mis en service, en décembre 2005, un oléoduc destiné à ravitailler la Chine à partir de mai 2006, renforçant un peu plus les positions économiques et stratégiques

²⁵ Le président turkmène, Saparmourad Niazov, dit « Turkmenbachi » s'est fait proclamer président à vie en 1999.

²⁶ Créé en 1997, le GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie, et un temps Ouzbékistan) s'est doté d'une charte en 2001 qui vise à organiser les échanges et le transport, mais en excluant les sphères politiques et militaires

des deux pays en Asie centrale. Les forces d'Arménie et du Kazakhstan ont participé à la stabilisation de l'Irak. Le Kirghizstan a autorisé les Etats-Unis à survoler son territoire pour atteindre l'Afghanistan, et à ouvrir une base aérienne à Kant. Le Kazakhstan et le Kirghizstan, qui représentent 30% de l'espace aérien de l'OTSC, n'ont pas pris de part active dans les exercices de défense aérienne de septembre 2005.

Plus significatif, certains des Etats de l'OTSC, considérant leur coopération dans cette organisation comme contre-productive, ont commencé à adapter leurs structures militaires aux standards otaniens²⁷. Cette décision est d'autant plus logique que le programme « Partenariat pour la Paix », de l'OTAN, a gagné en puissance après le dernier élargissement de 2004, et s'est concentré sur l'espace post-soviétique. Bien que l'OTAN n'envisage pas à ce jour la participation de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan, son engagement dans la région a pris la forme d'exercices militaires conjoints. Le Kirghizstan, le Kazakhstan et l'Arménie ont entamé des processus de discussion avec l'OTAN, sans en informer officiellement leurs partenaires de l'OTSC.

Pour ces pays, une telle action n'est pas absolument antinomique avec leur position au sein de l'OTSC. Le chef de l'Etat-major principal des Forces Armées d'Arménie, premier vice-ministre arménien de la Défense, le colonel général Mikael Aroutiounian, a ainsi déclaré que la coopération de l'Arménie avec l'Alliance de l'Atlantique Nord n'était nullement en contradiction avec ses relations avec la Russie et le partenariat dans le cadre de l'OTSC : « *Nous avons été et resterons des partenaires stratégiques de la Russie. Nous avons participé et participerons également à l'avenir à l'OTSC* ».

Les pays « fidèles » considèrent toutefois que l'OTSC ne peut être efficace que si ses membres coordonnent leurs négociations – ou, à tout le moins, informent leurs partenaires de ces négociations. Ils s'inquiètent de l'expansion de l'OTAN et de la consolidation de ses positions dans la région. La présence de la base américaine au Kirghizstan a toujours fait l'objet de commentaires assez négatifs des partenaires du Kirghizstan. Le président biélorusse de l'époque, Alexander Lukashenka, s'y est même opposé en soutenant que l'OTSC était destinée à contenir l'OTAN. Bien que le président Poutine ait corrigé le tir en soulignant publiquement que les deux organisations avaient comme but commun la « *lutte contre le terrorisme et les menaces posées par les trafiquants de drogue* », la Russie n'encourage pas ces rapprochements individuels, les considérant comme les étapes préparatoires à un futur élargissement de l'OTAN. En effet, les anciens pays du Pacte de Varsovie qui ont été invités à intégrer l'OTAN²⁸ ont suivi ce même processus de « dialogue intensif » qui vient d'être proposé à l'Ukraine, et Moscou craint à juste titre que ce mode d'action ne s'étende aux pays eurasiatiques.

La Russie adopte donc une position foncièrement défensive face à l'engagement croissant des Etats-Unis, de l'OTAN ou de l'Union européenne en Asie centrale, et analyse toute initiative de l'Occident dans cette région comme des tentatives de saper ses positions sur la scène régionale et mondiale.

Toutefois, elle reste prudente dans ses critiques et ne s'oppose pas ouvertement à ces rapprochements, car l'expérience des derniers élargissements lui a montré que son

²⁷ Création de corps de sous-officiers,...

²⁸ République tchèque, Pologne et Hongrie

opposition peut éventuellement être ignorée, ce qui représente un revers politique bien plus catastrophique que le simple rapprochement militaire d'un de ses alliés avec l'OTAN. Elle ne perd pas de vue non plus le fait que les pays centrasiatiques sont encore étroitement dépendants de l'énergie et de l'économie russes, et que leurs tentations centrifuges ne seront pas aisément suivies d'effet.

C'est pourquoi la Russie a choisi de dédramatiser ces coopérations bilatérales, en leur déniaient toute importance politique et en les présentant comme un simple partage d'expérience. L'actualité semble lui donner partiellement raison.

2.1.3. Les conséquences néfastes du choix politique de non-intervention

Enfin, l'application à la lettre des clauses du Traité sape indirectement l'influence russe. L'Organisation du Traité de Sécurité Collective est dotée d'une charte comportant une clause de défense mutuelle, similaire à l'article 5 de la Charte de l'Atlantique nord. Or cette clause n'a pas joué lors de la révolution kirghize de 2005, s'effaçant au profit de clauses expresses de non intervention dans les affaires intérieures des pays membres.

Cela peut être surprenant si l'on considère qu'Akaev, le président kirghize, faisait partie, avec le président biélorusse Alexandre Lukashenka et le président arménien Robert Kocharian, des bons élèves de l'OTSC, participant activement aux différentes alliances proposées par Moscou et aux divers projets d'intégration. Il avait en outre accepté le déploiement sur le sol kirghize d'une base aérienne russe sous l'égide de l'OTSC, et conservé la langue russe comme deuxième langue nationale

Mais on peut s'interroger sur la nature de l'aide qui aurait pu être apportée par l'OTSC à un régime menacé, dans la mesure où cette organisation a été créée à l'origine pour mener des opérations de combat contre des unités constituées, non des foules de protestataires. Et l'on ne doit pas perdre de vue que la Russie, suite à l'échec d'une intervention unilatérale dans les élections présidentielles en Ukraine, ne semble plus guère favorable à l'interventionnisme dans les scrutins politiques.

Mais cette révolution risque de causer des dommages irréversibles dans les alliances dominées par la Russie, par la perte de confiance qui en découle. Il devient donc primordial pour la Russie de faire évoluer ce traité et, en particulier, de préparer les forces de l'OTSC à des interventions à l'intérieur même des pays membres, au besoin, pour asseoir sa légitimité et ne pas être taxé de néo-impérialisme, en les plaçant sous mandat de l'ONU.

*

2.2. Le renouveau d'une politique extérieure russe qui fait de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective le noyau dur d'une Communauté refondée

Le président Poutine s'attache depuis son arrivée au pouvoir à redorer l'image de la Russie auprès de l'Occident, par une politique de communication soulignant son souhait de coopérer avec la communauté internationale. Or la pratique diplomatique de

la Russie semble indiquer que cette volonté ne constitue que l’habillage sémantique d’une pratique impérialiste constante, et non la refonte des positions russes dans les domaines de la sécurité et de la diplomatie : la Russie renoue avec une ambitieuse politique grand-russe dans lesquelles l’Organisation du Traité de Sécurité Collective apparaît comme un instrument indispensable et précieux.

2.2.1. Le retour en force de la Russie sur l’échiquier politique international

2.2.1.1. Le renforcement des relations bilatérales :

Le tropisme occidental apparent de certains des dirigeants d’Asie centrale recouvre en fait un double jeu, où les participants, tout en souhaitant une certaine autonomie qui permette l’exercice de la souveraineté nationale du pays et l’exploitation optimale de la présence occidentale afin de soutenir leurs économies déficientes, sont imprégnés de la perception claire de l’appartenance à un groupe politique et culturel eurasiatique solidaire.

La Russie est donc un partenaire naturel pour ces pays, et c’est cette carte du lien historique et culturel que la Russie a joué pour réussir à renforcer ses relations bilatérales avec les pays membres, dans des domaines couverts par l’organisation. Après une décennie qui a vu leur influence décroître, les Russes sont de retour en Asie centrale, avec une présence militaire accrue et des investissements en hausse dans les infrastructures et l’énergie.

Un plan de coopération pour 2006 a été signé à Erevan entre les ministères de la Défense russe et arménien. Document « *ambitieux au sens positif du terme* », un « *partenariat privilégié* », selon le chef de l’État-major général des forces armées russes et premier vice-ministre de la Défense, le général d’armée, Iouri Balouïevski, cet accord concerne notamment la formation gratuite, à partir du 1er septembre 2005, d’officiers arméniens dans les écoles militaires russes. Il est surtout avantageux pour la Russie, qui, si elle ne prévoit pas d’augmenter le contingent (environ 5 000 soldats) de la 102ème base stationnée depuis 1995 à Gumri, en Arménie dans le cadre du système unifié de défense aérienne de la CEI, envisage d’améliorer la qualité des armements équipant la base russe (batterie de missiles sol-air S-300 et chasseurs MiG-29). Cette mission s’inscrit dans le cadre de la réforme des forces armées russes.

Au Tadjikistan, un nouvel accord bilatéral a décidé de la construction d’une nouvelle base militaire²⁹ russe, à Aini, près de la capitale Douchanbé, qui lui offrira un deuxième point d’accès militaire dans ce pays, de la mise en œuvre d’une coopération visant au développement et de l’amélioration de la fonction garde-frontière tadjike³⁰, ainsi qu’une aide militaire. De plus, le service fédéral de sécurité de la Russie va créer un groupe chargé des opérations frontalières pour coordonner ce partenariat et porter assistance au Tadjikistan dans la garde de ses frontières. Lors de la signature de ce traité, à Douchanbé, le président Poutine a souligné que la présence militaire russe au Tadjikistan était la garantie des investissements russes au Tadjikistan³¹ et de la stabilité

²⁹ Elle sera partagée avec les forces indiennes

³⁰ Fonction remplie jusqu’en 2005 par les forces russes de la CEI

³¹ Le président russe a promis 2 milliards de dollars d’investissements dans ce pays pour les cinq années à venir.

de la région. Enfin, Moscou a annoncé la création d'installations de stockage pour la vente de ses armements vers la Chine.

Au Kirghizstan voisin, Moscou a renforcé, avec l'envoi de 1 000 militaires et de nouveaux appareils, sa base aérienne à Kant, qui ne se trouve qu'à 20 kilomètres de l'aéroport de Manas, près de Bichkek, où les Etats-Unis disposent d'installations militaires. La base russe de Kant, inaugurée en octobre 2003 sous l'égide de l'OTSC pour protéger la Russie de toute accusation d'impérialisme, fait l'objet d'un nouvel accord sur la base duquel la Russie a entamé une rénovation des installations et envisage d'augmenter son personnel de 300 à 750 militaires³². Elle s'accompagnera de ventes d'armement à prix subventionnés afin d'encourager les Kirghizes dans cette voie.

Enfin, en Ouzbékistan, la signature du traité d'alliance entre Vladimir Poutine et Islam Karimov, ainsi que les déclarations de ce dernier sur l'éventuel déploiement d'une base russe sur son territoire, à l'heure où les Américains se retirent de leur base de Khanabad, parlent en faveur d'une coopération plus étroite, voire à terme institutionnalisée, avec l'OTSC. Selon le président ouzbek, « *c'est une région du monde où l'influence de la Russie n'a jamais été, et ne sera jamais, contestée* ».

2.2.1.2. Un positionnement clair dans le camp des grandes organisations internationales :

Si les tentatives individuelles d'approche par des Etats membres de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective d'organisations internationales telles que l'OTAN ne font pas le jeu de la Russie, une approche collective de coopération ou de reconnaissance lui restitue sa place de *primus inter pares*.

La Russie, qui vise à faire de l'OTSC un outil d'amélioration des relations multilatérales dans la région, veut en faire le point d'entrée unique des contacts avec l'OTAN. A l'heure actuelle, l'Alliance atlantique entretient des relations avec les états de la région sur une base bilatérale. Insérer l'OTSC entre l'OTAN et les états centrasiatiques conférerait à la Russie un moyen d'action considérable sur les activités de l'OTAN dans la région, et pourrait limiter les tentations des dirigeants locaux d'établir des liens individuels avec d'autres organisations telles que l'Union européenne.

Le secrétaire du conseil de sécurité russe, Igor Ivanov, a publiquement demandé une coopération plus étroite de l'OTSC avec des organisations extérieures telles que les Nations Unies, l'Union Européenne, l'OTAN et l'Organisation de Coopération de Shanghai dans le domaine de la sécurité, tandis que Vladimir Poutine et les dirigeants des pays membres de l'OTSC se déclarent très favorables à une coopération plus étroite avec l'OTAN, considérant que les buts des deux organisations étaient très proches. Selon Askar Aitmatov, ancien ministre kirghize des affaires étrangères, « *ces deux organisations poursuivent les mêmes objectifs aujourd'hui, qui sont la neutralisation*

³² Selon Stefen Bank, professeur au US Army War College, la base de Kant est indispensable à la stratégie russe à plusieurs titres, le principal étant de servir de pièce centrale de la présence russe en Asie centrale.

des menaces du terrorisme international et le séparatisme religieux, auxquels notre région est confrontée depuis longtemps ».

La différence de taille des deux organisations ne leur semble pas un facteur disqualifiant. Selon Nikolai Bordyuzha, secrétaire général de l'OTSC, « *nous n'allons pas entrer en compétition avec l'OTAN ; nous allons coopérer avec l'OTAN, tout spécialement dans le domaine de la sécurité. L'OTAN et l'OTSC ne combattent pas dans la même catégorie, mais ce sont des organisations fondamentalement identiques, car elles regroupent des composantes militaires, des composantes politiques et des composantes qui s'emploient à régler des questions d'aujourd'hui* ». Les observateurs analysent ce rapprochement comme une tentative d'accroître la posture internationale de l'OTSC, en renforçant sa légitimité, mais reconnaissent qu'elle pourrait avoir des effets réellement favorables dans la lutte contre le terrorisme et le narcotrafic dans la région.

Cette coopération pourrait concerner essentiellement des exercices militaires communs, des échanges de missions et d'informations et, surtout, la coordination de la lutte contre le transit de drogues, armes et rebelles dans les régions frontalières. Toutefois, elle nécessiterait un niveau d'interopérabilité qui sera difficilement atteint.

La position de l'OTAN vis-à-vis d'un rapprochement avec l'OTSC a été pour le moins réservée. Même si un tel rapprochement pourrait bénéficier à l'OTAN, en lui offrant un accès encadré à une région stratégique, ainsi qu'une connaissance intime des questions géopolitiques de la région, il n'est pas dans son intérêt de passer par l'intermédiaire, ou sous les conditions, de la Russie pour traiter avec les Etats de la région. Si l'OTAN reconnaît que les six membres de l'OTSC sont des partenaires individuels appréciés dans le cadre du Partenariat pour la Paix, ses responsables ont fait savoir qu'ils ne répondraient pas à la demande de rapprochement de l'OTSC, et qu'ils n'envisageaient aucune activité conjointe avec cette organisation. L'OTAN ne semble donc pas disposé à reconnaître cette organisation comme groupe, bien qu'elle cherche à améliorer ses relations bilatérales avec chacun des pays membres, qui apportent à ses opérations en Afghanistan le soutien de leurs bases, de leurs espaces aériens et de leurs routes.

Cette réticence initiale sera vraisemblablement levée à terme, par la reconnaissance progressive de cette organisation au niveau international. En effet l'OTSC a demandé à l'ONU de lui reconnaître un statut d'observateur, afin de renforcer *de facto* son statut d'organisation interrégionale sur la scène internationale. Ce statut lui a été reconnu en décembre 2004, par une résolution de l'Assemblée générale.

Enfin, la coopération de l'OTSC avec l'Union Européenne et l'OSCE s'oriente autour de trois axes : le renforcement de la sécurité aux frontières³³, la lutte contre le trafic de drogues³⁴ et la formation des forces de police³⁵.

2.2.1.3. Une nouvelle dynamique née d'une collaboration étroite avec les organisations régionales centrasiatiques

³³ Le programme européen BOMCA - Border Management in Central Asia -, entre dans sa troisième phase, dotée de 836 800 €, la phase suivante étant créditée de 8,58 millions €

³⁴ Le programme européen CADAP est doté de 4.5 M\$ pour l'année 2003-2004

³⁵ Le projet pilote de l'OSCE se déroule au Kirghizstan

2.2.1.3.1. Les organisations économiques :

Devant la stagnation du processus politique d'intégration de la CEI, la Russie a rapidement décidé de présenter un pendant économique dynamique, qui puisse apporter des réponses concrètes aux problèmes du moment. Cette coopération économique est assurée par des organisations telles que la Communauté Economique Eurasienne³⁶ ou l'Organisation de Coopération Centre-asiatique³⁷.

La CEEA est issue de l'Union douanière initialement instaurée entre la Russie et la Biélorussie, et progressivement élargie à d'autres membres. Dirigée par un ancien général russe, elle se réunit en conseils interétatiques où sont discutées des questions aussi diverses que l'entrée dans l'Organisation Mondiale du Commerce, l'investissement dans des projets des pays membres ou l'assouplissement des procédures douanières. Bien que cette organisation n'ait pas encore à son bilan des réalisations concrètes, sinon la création d'une banque régionale d'investissement russo-kazakhe en décembre 2005, son rôle ne peut pas être négligé, dans la mesure où le volume des échanges entre pays de la CEEA s'élevait à 28 milliards de dollars en 2004, en hausse de 40% par rapport à 2003. Enfin, elle a un rôle politique d'intégration non négligeable, dans la mesure où elle sert de contrepoint politique à l'alliance économique anti-russe du GUAM.

L'Organisation du Traité de Sécurité Collective et la Communauté économique eurasiatique entendent renforcer la coopération des services chargés des frontières des pays-membres de ces deux Etats. Le programme de coopération technico-militaire à l'horizon 2010 inclut un projet d'accord de coopération des services de la CEEA en cas de crises, ainsi qu'un projet de constitution d'une union militaire des pays d'Asie centrale. De plus, en prévision de la formation d'une Union douanière, la CEEA s'assigne pour priorité la création d'une frontière douanière unique des Etats de la CEEA, pour laquelle le rôle de l'OTSC sera indispensable.

Un autre pion dans la stratégie d'engagement régional de la Russie est son adhésion officielle en octobre 2004 à l'Organisation de Coopération Centre-asiatique. Bien que la CACO ait été à l'origine créée sur de simples bases économiques, en vue de la création d'un espace économique unifié, cette organisation est en voie de transformation en une structure régionale couvrant des domaines aussi variés que la politique ou la lutte anti-terroriste. Cette transformation est perçue par les analystes comme un contrepoint à la poussée américaine et chinoise dans la région.

2.2.1.3.2. Les organisations militaires

Le terrorisme international, l'extrémisme, le trafic de drogue, le crime transnational organisé et le danger de prolifération des armes de destruction massive (ADM) représentent une grave menace pour les Etats membres de l'OTSC et confirme le besoin, pour la Russie, de protéger cette Asie centrale que les stratèges considèrent

³⁶ Créée en octobre 2000, la CEEA comprend la Biélorussie, le Kazakhstan, la Kirghizie, la Fédération de Russie et le Tadjikistan (l'Arménie, la Moldavie et l'Ukraine y ont un statut d'observateurs)

³⁷ La CACO, créée en 2002, héritière de la communauté économique centre-asiatique de 1994, regroupe le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et la Russie.

comme son « ventre mou ». Dans cette lutte contre les nouveaux périls, l'OTSC coopère avec des organisations militaires telles que la Structure régionale antiterroriste de l'Organisation de coopération de Shanghai³⁸.

Cette organisation, que la Russie a décidé de rejoindre après sa création, bien qu'elle n'ait pas été à l'origine du projet, présente l'intérêt de lui faire partager avec une autre grande puissance la responsabilité d'assurer la sécurité en Asie Centrale, mais aussi celui de lui permettre de contrecarrer l'expansion de l'influence économique et militaire de la Chine dans la région. Elle a ainsi pu opposer son veto, en 2004, à une proposition de zone de libre-échange déposée par la Chine, et qui avait rencontré l'approbation des autres membres de l'organisation. Cette prise de position confirme le fait que la Russie cherche à faire de l'OCS une véritable alliance stratégique et militaire, contrairement à la Chine, qui l'a ouvertement cantonnée aux domaines du commerce et de l'économie.

Cette orientation s'est traduite par une position commune des dirigeants des pays membres de l'OCS, lors du sommet de juillet 2005, sur le contre-terrorisme. Mais la principale surprise est venue de la déclaration finale, où l'OCS a demandé aux Etats-Unis, sans les citer, de définir un planning de retrait de ses bases d'Asie centrale, estimant que les concessions d'utilisation des infrastructures locales pour le déploiement des troupes de la coalition³⁹ n'étaient que provisoires, et que la phase militaire active des opérations anti-terroristes en Afghanistan touchait à sa fin. La déclaration de juillet 2005 mentionnait aussi que « *dans le domaine des droits de l'homme, il est nécessaire de respecter les traditions historiques et les coutumes nationales des peuples, ainsi que l'égalité souveraine de chaque état* ». Cette déclaration, qui correspond à une attitude politique souple de « laissez-faire », aussi bien adaptée aux positions chinoises et russes qu'à celles des dirigeants centrasiatiques, a été insérée à l'initiative du président ouzbek, dont les relations avec l'Occident sont particulièrement tendues depuis les événements d'Andijan.

Analysée par les observateurs occidentaux comme l'expression visible d'un courant conservateur d'élites inquiètes pour leur avenir, l'OCS, du point de vue de la Russie, se révèle un allié institutionnel solide.

2.2.2. Vers un OTAN eurasiatique ?

Le recul de l'influence occidentale semble avoir précipiter la décision russe de remodeler, en liaison avec ses partenaires de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective, le fonctionnement de l'Organisation en lui conférant, en théorie du moins, des fonctions assez proches de celles de l'OTAN.

2.2.2.1. Le recul de l'influence occidentale :

Le recul de l'influence américaine dans la région, seule alternative crédible à la présence russe, est visible depuis le début de l'année 2005.

³⁸ Organisation issue en 2001 du Traité de sécurité régionale de Shanghai signé en 1996, elle regroupe la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Un statut d'observateur est accordé à l'Inde, l'Iran et le Pakistan

³⁹ Les bases américaines de Karshi-Khanabad, en Ouzbékistan et de Manas, au Kirghizstan, ainsi que les bases OTAN à Termez, en Ouzbékistan, et de Kolub, au Tadjikistan

Au Kirghizstan, où le président Kurmanbek Bakiev a annoncé, en février 2006, que la coalition menée par les Etats-Unis pourrait utiliser la base de Manas aussi longtemps que nécessaire... et qu'elle accepterait de payer plus de cent fois le prix qui lui est demandé à l'heure actuelle⁴⁰! Il semble que cette demande ait des motifs moins financiers que politiques, et qu'elle ne soit qu'un moyen de donner à la Coalition le signal du départ, avant la mise en œuvre de mesures plus contraignantes.

Le secrétaire du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie a qualifié de droit souverain de l'Ouzbékistan la récente décision de Tachkent de mettre un terme à la présence de la base militaire des Etats-Unis à Khanabad, qui avait été utilisée depuis 2002 dans le cadre de l'opération antiterroriste en Afghanistan⁴¹. Cette évolution inattendue fait suite aux événements de mai 2005 à Andijan - l'une des plus grandes villes ouzbèkes, avec 300 000 habitants - où la dispersion d'un rassemblement de l'opposition se serait soldée par la mort de centaines de civils. L'OTAN et diverses nations occidentales ont exigé une enquête internationale, et se sont émues du refus du président Karimov d'autoriser une enquête internationale indépendante sur ces événements. Jan de Hoop Scheffer a soulevé la question, lors d'une rencontre avec les dirigeants russes, mais la Russie a soutenu le refus du président ouzbek.

Enfin, les pays de l'Organisation de Coopération de Shanghai ont demandé aux Etats-Unis de fixer une date limite pour le retrait de ses troupes de la région. Les pays d'Asie centrale, et en particulier l'Ouzbékistan, se sont effrayés des « révolutions des couleurs » qui ont renversé les régimes de Géorgie, Ukraine et Kirghizstan. De nombreux dirigeants considèrent les Etats-Unis comme les catalyseurs de ces mouvements révolutionnaires.

S'engouffrant dans la brèche ainsi créée, la Russie a compris l'usage politique qu'elle pouvait faire de ce « faux-pas » occidental. Par la voix du secrétaire du Conseil de sécurité russe, elle a accusé les pressions exercées par les structures politiques et militaires de l'OTAN et des Etats-Unis sur la direction centrasiatique d'aggraver la tension dans la zone de responsabilité de l'OTSC : *"Nous assistons à des tentatives visant à s'immiscer dans la vie politique des nouveaux États indépendants sous le prétexte de promouvoir les libertés et les valeurs démocratiques, ainsi que pour tester les méthodes permettant d'influencer les autorités par le biais de mouvements de protestation"*.

Il s'agissait en fait pour la Russie d'instrumentaliser les faits, en laissant planer le doute sur un éventuel soutien en sous-main par Washington des opposants au régime. Cette accusation tacite n'est pas entièrement dénuée de fondement car, si le gouvernement américain lui-même nie toute implication dans ces affaires, on a pu constater l'action d'associations américaines⁴² dans le déclenchement des mouvements insurrectionnels qui ont renversé les gouvernements ukrainien et kirghize.

⁴⁰ Soit un réajustement de la location annuelle de 2 à 207 millions de dollars

⁴¹ La base de Karshi Khanabad, « K2 », se trouve dans le sud de l'Ouzbékistan, non loin de la frontière afghane. Elle reçoit par avion l'aide humanitaire distribuée ensuite par la route dans le nord de l'Afghanistan et sert également au ravitaillement en carburant des avions américains.

⁴² Par exemple, l'association néoconservatrice Project on Transitional Democracies (Projet pour les démocraties en transition), créée en 2003, réunit des fonds pour financer des organismes locaux et des

Ce nouveau fait change la donne : aucun dirigeant de la région n'accepte une telle forme d'ingérence politique, quels que soient par ailleurs les gains militaires ou économiques attendus.

Les efforts de Washington pour renverser cette tendance sont demeurés vains : signe flagrant, la visite du secrétaire d'Etat américain Condoleeza Rice au Tadjikistan, en octobre 2005, n'a provoqué qu'un intérêt poli des médias locaux, qui ont au contraire offert une couverture extensive à deux événements concernant la Russie : la cérémonie de transfert aux forces tadjikes de la responsabilité de la garde de la frontière tadjiko-afghane, et l'annonce de la création d'une base aérienne russe. En outre, même s'il se présente comme un allié des américains dans la lutte contre le terrorisme, l'islam radical et le trafic de drogue, le président tadjik Emomali Rahmonov a souligné qu'il n'autoriserait pas l'implantation d'une base permanente américaine sur le sol tadjik, signal fort d'une prise de position pro-russe, considérée comme « *conforme aux intérêts du Tadjikistan et de l'Asie centrale tout entière* ». Cette position n'est peut-être pas étrangère au fait que Condoleeza Rice avait exigé de la part du président des assurances sur le caractère démocratique des élections présidentielles de 2006.

La nécessité de préserver le *statu quo* et les structures politiques mises en place après l'effondrement de l'Union soviétique, menacées de l'extérieur, font donc l'objet d'un certain consensus parmi des élites dirigeantes locales devant ce qu'ils perçoivent comme une menace commune. Leur sécurité passe avant tout par des élections à résultats prédéterminés, au besoin par l'emploi de la force, pour éviter les revers des élections géorgiennes ou kirghizes. Dans cette optique, l'obsession occidentale pour la démocratisation et le respect des droits de l'homme est considérée au mieux comme une intrusion, au pire comme une menace⁴³.

Or, au contraire des Etats occidentaux, la Russie se pose en puissance stabilisatrice dans la région, qui privilégie la transformation graduelle des sociétés dans la stabilité à une transition rapide vers un modèle de démocratie occidentale, totalement étranger à la région, au détriment de la stabilité interne des états, un atout indéniable pour son retour sur le devant de la scène politique régionale – dans le cadre d'un OTAN eurasiatique ?

2.2.2.2. L'élargissement du périmètre d'action de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective

Cette orientation se traduit par la création de nouvelles forces de maintien de la paix qui agiront sur le territoire de ces pays, « *sous mandat de l'ONU là où il sera nécessaire de mener une opération* ». Cette décision est un moyen clairement revendiqué, pour la Russie, de créer une réplique pro-russe de l'OTAN. Avec la création de ces forces, l'OTSC espère renforcer son intégration dans la communauté internationale, et augmenter ses moyens de protection et de promotion des intérêts des Etats membres.

Organisations non gouvernementales (ONG) agissant dans les pays de l'ancien bloc soviétique afin d'y « *accélérer l'avènement de la démocratie* ». Son siège est à Washington.

⁴³ Interrogée par le Sénat à Washington, en janvier 2005, la secrétaire d'Etat américaine Condoleeza Rice a inclus une République ex-soviétique, la Biélorussie, dans sa liste de six « *avant-postes de la tyrannie* », pour lesquels elle appelait à un changement de régime.

La Russie met tout son poids économique et militaire dans la balance, en proposant aux pays participant des tarifs préférentiels sur le gaz ainsi que sur les équipements militaires, vendus au prix du marché intérieur russe. La mise au point des aspects techniques et financiers du fonctionnement de ces forces, telles que les questions liées aux modalités d'enquête sur les accidents d'aéronefs des forces armées, ou les garanties sociales et juridiques accordées au personnel des Forces collectives de maintien de la paix de l'OTSC, est en cours de discussion.

Cette transformation s'accompagne parallèlement d'un renforcement des moyens destinés à faire face aux dangers. Les pays de l'OTSC ont établi la liste des organisations extrémistes interdites dans chaque pays de l'OTSC et représentant une menace à la sécurité collective des Etats membres de l'OTSC. En tout, 22 organisations figurent sur cette liste, dont quinze en Russie et sept au Kazakhstan. Selon le secrétaire du conseil de sécurité collective, *"cette future liste ne doit pas comporter d'organisations politiques pour que l'on ne puisse pas nous reprocher à l'avenir la répression de la dissidence"*. Son objectif n'a pas qu'une visée interne : le secrétariat de l'OTSC estime, à tort ou à raison, que la mise au point et l'adoption de ces documents contribuera à renforcer le prestige international de l'Organisation en mettant l'accent sur ses activités de maintien de la paix.

Cette nouvelle orientation s'inscrit dans la vision multipolaire de la scène internationale qu'a toujours promue Moscou. En renouant avec ses ambitions de grande puissance, la Russie envisage sereinement, d'après le Conseil de recherche et d'expertise de l'OTSC, la cohabitation de trois systèmes de sécurité collective, européen, eurasiatique et asiatique.

Mais l'Organisation du Traité de Sécurité Collective est encore une organisation jeune, qui n'est pas susceptible de rivaliser dans le domaine militaire, même à long terme, avec son modèle, l'OTAN. Cependant, ses incursions dans la sphère politique pourraient bien en faire le noyau dur de la refondation de la CEI.

2.2.3. L'Organisation du Traité de Sécurité Collective, noyau dur de la nouvelle CEI ?

La Russie, qui a confié à l'Organisation du Traité de Sécurité Collective le renforcement de sa présence militaire dans les pays alliés d'Asie centrale, afin d'éviter toute accusation de néo-impérialisme, cherche à consolider les gains politiques qu'elle a réalisés en Asie centrale en 2005.

Elle s'engage pour cela dans le transfert de la coopération politique et militaire du forum de la CEI vers celui de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective, pour apporter une réponse à la nouvelle bipolarisation de la CEI. Un premier bloc, plutôt pro-occidental, comprend la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine, bien que cette dernière demeure un enjeu entre la Russie et l'Occident. Bien que la victoire de Victor Youchenko aux élections présidentielles ait offert un succès au camp occidental, l'influence russe n'a pas entièrement disparu, et le camp pro-occidental, bien qu'uni contre la domination russe, reste profondément divisé. Le deuxième bloc est représenté par les Etats de l'OTSC qui s'engagent plus clairement dans le camp de la Russie, ainsi

que l'Ouzbékistan, qui a réalisé un virage politique à 180 degrés après le soulèvement d'Andijan.

La Russie cherche donc à séparer clairement les deux entités. Lors du sommet de juin 2005 du Conseil de sécurité collective de l'OTSC, le ministre de la Défense russe a proposé de séparer le « noyau dur » de l'OTSC du reste de la CEI : « *nous sommes particulièrement conscients que l'OTSC représente le noyau dur politico-militaire de l'espace post-soviétique. Et nous prenons les mesures nécessaires pour développer ce système en dehors de la CEI* ». Les structures de défense de la CEI, et en priorité le système de défense aérien, sont en cours de démantèlement, pour être remplacées par celles, espérées plus efficaces et limitées aux seuls « fidèles », de l'OTSC.

A ce nouveau concept de « noyau dur » vient s'ajouter celui de « zone de responsabilité de l'OTSC et régions adjoignantes » (« *prilégaiouchie raïoni* »), qui semble faire référence à des Etats non membres de l'OTSC (Afghanistan ? Ouzbékistan ?) sur la politique desquels la Russie souhaite avoir un droit de regard.

Parallèlement, les représentants russes ont fait part de leur souhait de procéder à un élargissement de l'organisation à de nouveaux membres, ainsi que de doter l'organisation d'une composante militaire. En particulier, ils ont promu le développement d'un système intégré de défense aérienne et l'amélioration des forces de déploiement rapide en Asie centrale.

Dans cette même réunion a été créée la commission pour la coopération militaro-économique, qui vise à renforcer la coopération entre les différentes industries de défense. Selon le président Poutine, les priorités de l'OTSC sont la coopération en matière de défense aérienne, l'industrie d'armement, l'entraînement du personnel et les activités de maintien de la paix.

Ce rôle de l'OTSC comme pôle de la coopération militaire s'est trouvé indirectement confirmé lors de la réunion du conseil des ministres de la défense de la CEI de 2005, d'où la Géorgie, la Moldavie et le Turkménistan étaient absents, tandis que l'Ukraine annonçait qu'elle souhaitait réduire sa participation en se cantonnant à un rôle d'observateur : en août 2005, la CEI a virtuellement cessé d'être un forum de coopération militaire.

L'OTSC a donc repris la quasi-totalité du système de défense de la CEI. Ses forces se composent désormais de 20 unités de « command and control », 80 unités de combat, comprenant des régiments de missiles, une aviation de combat et des unités radio-électroniques. Les premiers exercices du système de défense aérienne se sont déroulés de juin à septembre 2005. Bien qu'officiellement annoncés comme des exercices de la CEI, ils n'ont vu la participation que des seuls pays membres de l'OTSC. Ils ont constitué une étape supplémentaire vers le remplacement du système de défense aérienne de la CEI par le système intégré de l'OTSC.

Parallèlement, la Russie a donc relancé la promotion de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective sur la scène internationale : outre le statut d'observateur à l'Assemblée générale de l'ONU, l'organisation a été reconnue par l'OSCE et l'OCS.

Par le biais de l'OTSC et d'une politique ambitieuse, la Russie se réapproprie son étranger proche.

*

L'Organisation du Traité de Sécurité Collective se révèle donc bien l'outil de puissance idéal pour le soutien de la politique russe. Son existence en tant qu'entité multilatérale permet à la Russie de rejeter toute accusation d'unilatéralisme, voire de néo-impérialisme, envers une politique extérieure qui se veut, du moins dans le discours, moderne, ouverte et intégrée dans les processus politiques, économiques et sécuritaires internationaux. Mais parallèlement, sa qualité d'organisation politico-militaire permet à la Russie de s'appuyer, de manière très traditionnelle, sur un instrument classique d'influence, la coopération militaire.

Instrument de puissance au service d'un nouveau Grand Jeu russe, l'Organisation du Traité de Sécurité Collective aide la Russie à reprendre la place qu'elle revendique dans le concert des nations.

*

CONCLUSION:

Ces 18 derniers mois ont vu un étonnant renversement géopolitique en Asie centrale, dû d'une part à la Russie, qui a clairement marqué les limites qu'elle comptait imposer à l'influence occidentale, et d'autre part à quelques erreurs stratégiques de l'Occident qui ont renversé des courants initialement favorables.

Les stratèges de Moscou semblent croire en la capacité de la Russie à défier l'Occident, au prix d'une éventuelle démonstration de force. Bien que Moscou ait modifié sa stratégie d'influence en Asie centrale, passant de tentatives de domination territoriale des pays de la CEI à l'emploi plus réaliste de leviers d'influence économiques et militaires pour asseoir son poids diplomatique, la Russie n'en fait pas moins clairement passer le message que l'emploi d'une « forte contrainte politique » pour s'opposer à des agitations intérieures n'est plus exclu⁴⁴, et que l'OTSC sera le bras armé de cette politique.

OTAN centrasiatique ou noyau dur de la future CEI ? L'Organisation du Traité de Sécurité Collective se cherche en Asie centrale une nouvelle vie.

Au cours des prochaines années, des élections parlementaires ou présidentielles vont se dérouler dans la quasi-totalité des pays de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective. Bien qu'aucun grand changement de régime, susceptibles de remettre en question les orientations globalement pro-russes, et favorables à une participation à l'OTSC, ne soit attendu à cette occasion, la Russie ne pourra éviter plus longtemps de s'interroger sur ses réelles attentes vis-à-vis de ses voisins centrasiatiques et, avant tout, sur les attentes de ses mêmes voisins. Alors, et alors seulement, Moscou pourra déterminer les intérêts politiques, économiques et militaires qu'elle partage avec ses partenaires, et ainsi mettre en œuvre des alliances efficaces et proposer des projets fédérateurs.

L'Organisation du Traité de Sécurité Collective ne deviendra un véritable instrument de puissance que lorsqu'il ne sera plus menacé par les désertions d'états succombant aux sirènes occidentales, c'est-à-dire lorsque la Russie aura appris à traiter ses alliés en partenaires majeurs et responsables.

Faut-il voir dans sa récente décision d'abandonner l'emploi du terme jugé offensant d'« espace post-soviétique » la prise de conscience de cette exigence ? Plus vraisemblablement, il ne s'agit que du rhabillage sémantique d'une réalité immuable. Il semble douteux que la Russie, convaincue de son statut spécifique de puissance globale, accepte un jour les concessions nécessaires à un tel processus d'intégration. L'avenir nous le dira.

⁴⁴ Entretien de 2005 de Nicolai Bordiuja, responsable de l'OTSC, au *Politcheski Journal*

ANNEXES

Annexe 1 : La Russie et l'Asie Centrale : Présentation géographique et politique

Annexe 2 : Pétrole et peuples

Annexe 3 : Les grands projets de construction de gazoducs et oléoducs

Annexe 4 : Les routes de la drogue en Asie centrale

ANNEXE 1

La Russie et l'Asie Centrale :

Présentation géographique et politique



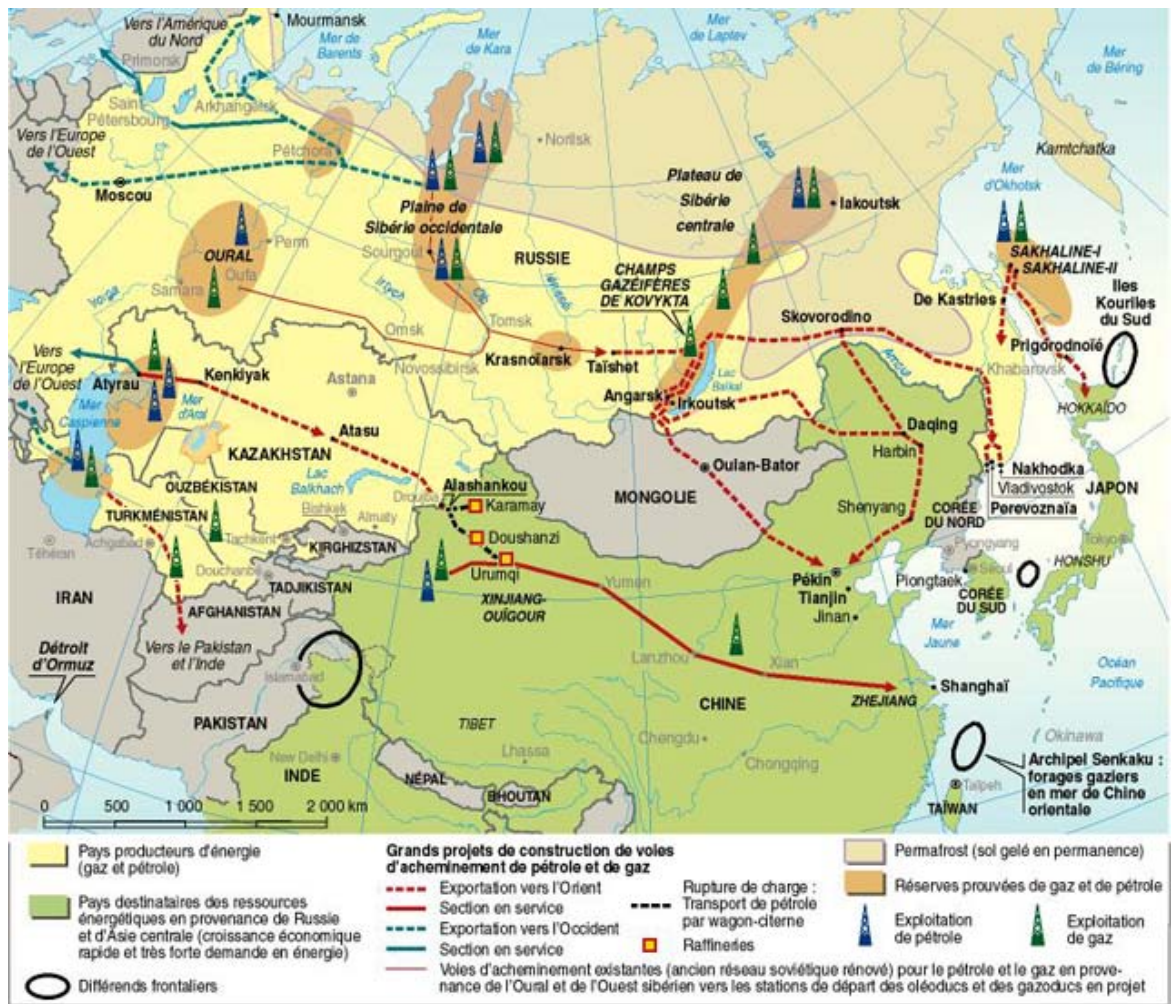
ANNEXE 2

Pétrole et peuples



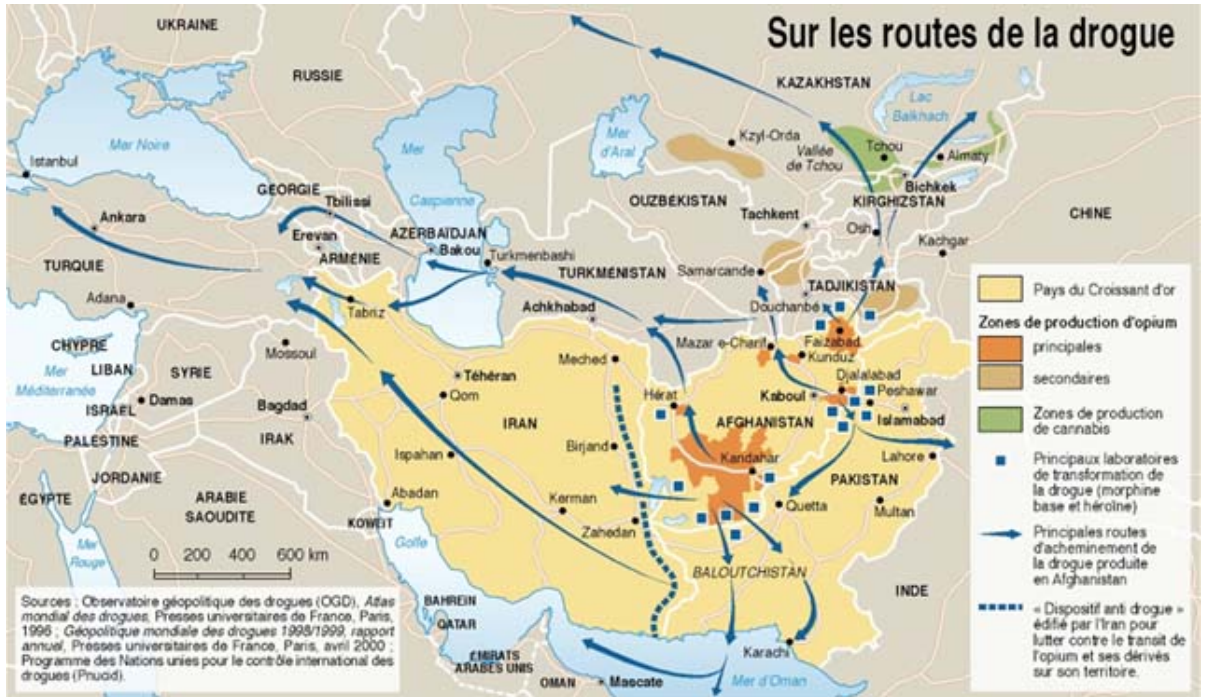
ANNEXE 3

Les grands projets de construction de gazoducs et oléoducs



ANNEXE 4

Les routes de la drogue en Asie centrale



BIBLIOGRAPHIE

Note de l'Auteur :

La bibliographie présentée ci-dessous ne concerne que la partie du mémoire consacrée à l'analyse géopolitique de la région. Le sujet de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective proprement dit n'ayant fait l'objet d'aucune publication à ce jour, le travail présenté est le fruit de l'analyse de dépêches de presse et d'un entretien avec le LCL Stéphane SAMARAN, ancien attaché de Défense à Moscou.

Documents Primaires

- « Concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie », Décret présidentiel n°24, 10 janvier 2000 ;
- de MONTESQUIOU, Aymeri, « Vers un nouveau partenariat entre la France et l'Asie centrale ? », *Rapport au Premier Ministre*, Documentation Française, 2005
- MM. André BOYER, Claude ESTIER, Jean PUECH et Xavier de VILLEPIN, La Russie et ses relations extérieures après la réélection de Vladimir Poutine, *Rapport d'information du Sénat n°317*, Commission des affaires étrangères, 2004
- MM. Jean FRANÇOIS-PONCET, Philippe FRANÇOIS, Louis MINETTI, Bernard BARRAUX, Michel BÉCOT, Jean BOYER, Gérard BRAUN, Roland COURTEAU et Léon FATOUS, Le grand retour de l'Asie centrale, *Rapport d'information du Sénat n°412*, Commission des Affaires Economiques, 1998
- MM. Xavier de VILLEPIN, André DULAIT, André BOYER, Jean-Luc BÉCART, Robert DEL PICCHIA, Jean PUECH et André ROUVIÈRE, L'Asie centrale, dix ans après les indépendances : quels nouveaux enjeux ?, *Rapport d'information du Sénat n°320*, commission des Affaires Etrangères, 2001
- Rapport du comité IV de la 54^{ème} session de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale : « Enjeux actuels et à venir de l'Asie Centrale », mai 2002 ;

Ouvrages

- BOYER Yves & FACON Isabelle, *La politique de sécurité de la Russie : entre continuité et rupture*, Paris, Ellipses FRS, 2000 ;
- CARRERE d'ENCAUSSE Hélène, *La Russie Inachevée*, Paris, Fayard, 2000 ;
- CHAUPRADE Aymeric, *Dictionnaire de géopolitique*, Paris, Ellipses, 1998 ;
- CHAUPRADE Aymeric, *Introduction à l'analyse géopolitique*, Paris, Ellipse, 1999
- CHUVIN Pierre, *Asie Centrale : l'indépendance, le pétrole et l'islam*, Paris, le Monde, 1998 ;
- KARAM Patrick, *Asie centrale, Le nouveau Grand Jeu*, L'Harmattan, 2002
- Sous la direction de RADVANYI Jean, *Les Etats post-soviétiques : identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, Observatoire des Etats post-soviétiques, INALCO, Armand Colin, 2003
- REZA DJALILI Mohammad et KELLNER Thierry,
 - ❖ *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001 ;
 - ❖ *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale, De la fin de l'URSS à l'après-11 septembre*, Paris, PUF, 2003
- ROMER Jean-Christophe, *Géopolitique de la Russie*, Paris, Economica, 1999 ;
- ROY Olivier, *L'Asie Centrale contemporaine*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001.

Périodiques

- *Atlas du monde diplomatique*, 2003 ;
- Asie Centrale, mouvements nationaux et stratégies d'influence (1^{ère} et 2^{ème} parties), *Revue de la défense nationale*, 2001-7 et 2001-8/9 ;
- CAGNAT René, Asie Centrale : le très grand jeu, *Revue de la défense nationale*, 2002-3 ;
- Caucase et Asie centrale, *Géopolitique*, n°79, 2002 ;
- FACON Isabelle,

- ❖ Dossier « La Russie, Quinze ans après l'URSS », n° 491, *Le Journal de la Paix*, février 2006,
- ❖ Le second mandat de Vladimir Poutine : quelles tendances pour la politique extérieure russe?, *Annuaire stratégique et militaire*, 2004
- ❖ La politique extérieure de la Russie de Poutine, *Annuaire français de relations internationales*, Bruyant, 2003.
- ❖ Le 11 septembre : un nouveau souffle dans les relations russo-américaines ? , *Annuaire français des relations internationales*, Bruyant, 2002.
- ❖ La politique extérieure de la Russie de Poutine : acquis, difficultés et contraintes, *Annuaire français des relations internationales*, Bruyant, 2002.
- ❖ Facteurs permanents et fédérateurs de la politique extérieure russe : entre blocage et renouvellement, *Revue d'études comparatives est-ouest*, vol XXXI, n° 2, 2000.
- ❖ Quel nouveau cadre stratégique pour les relations russo-américaines ? , *Annuaire stratégique et militaire*, 2002.
- ❖ La Russie de Vladimir Poutine en Asie Centrale : vers un renouvellement de la relation triangulaire Moscou-Pékin-Tokyo? , dossier : l'Asie orientale, *Cahiers de Mars*, n° 170, 3^{ème} trimestre 2001.
- ❖ Les relations stratégiques Chine-Russie en 2005 : la réactivation d'une amitié pragmatique, *Notes de la FRS*, 2006
- ❖ Temps de réflexion pour la politique extérieure russe, *Notes de la FRS*, Fondation pour la Recherche stratégique, 2005
- JAFALIAN Annie,
 - ❖ Equilibres géopolitiques en Asie Centrale : la montée en puissance de la Chine, *Annuaire stratégique et militaire*, Paris, FRS, Odile Jacob, 2005
 - ❖ Asie centrale : quels partenariats stratégiques pour les États-Unis ? , et Équilibres géopolitiques en Asie centrale : la montée en puissance de la Chine, *Annuaire stratégique et militaire*, 2004
 - ❖ Russie, Etats-Unis, Asie Centrale : la nouvelle version du grand jeu, *Annuaire stratégique et militaire*, 2002 ;
- La Russie face aux défis de l'Islam, *Le spectacle du monde*, n°486, janvier 2003 ;
- NIQUET Valérie, Vers une recomposition du paysage stratégique en Asie après les attentats du 11 septembre, *Revue Internationale et Stratégique*, n°44, hiver 2001-2002 ;
- NIQUET Valérie et DUBIEN Arnaud, La politique asiatique de la Russie et la réalité du tropisme chinois, *Cahiers de Mars*, dossier spécial Russie, n°173, 2^{ème} trimestre 2002 ;
- ROUBINSKI Youri, Les Etats de l'Asie Centrale face aux problèmes de l'Islamisme, *Géopolitique*, n°72, décembre 2000 ;
- de TINGUY Anne, Russie - Asie centrale : la fin d'un étranger proche, *La Revue Internationale et Stratégique*, n°34, été 1999 .

Sites Internet :

- <http://www.senat.fr> ;
- <http://www.lemonde.fr> ;
- <http://www.strategic-road.com> ;
- <http://www.eurasianet.org> ;
- <http://www.rand.org> ;
- <http://www.diploweb.com>.

Cartes :

- <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes>

TABLE DES MATIERES

	Page
FICHE DOCUMENTAIRE	
SOMMAIRE	
INTRODUCTION.....	1
 PREMIERE PARTIE :	
1. L’Organisation du Traité de Sécurité Collective, un instrument de restructuration de l’espace post-soviétique qui fait de l’Asie Centrale le champ d’expérimentation privilégié de la politique extérieure russe.....	3
1.1. Une organisation politico-militaire au service de la politique extérieure russe.....	3
1.1.1. Le fruit d’une politique grand russe de rassemblement des confettis de l’empire	3
1.1.1.1. Les circonstances historiques de la création de l’Organisation du Traité de Sécurité Collective.....	3
1.1.1.2. La recherche d’une nouvelle alliance politico-militaire.....	4
1.1.1.2.1. Une version modernisée de la politique traditionnelle du glacis.....	4
1.1.1.2.2. L’intérêt renouvelé des pays centrasiatiques pour une alliance militaire avec la Russie.....	6
1.1.2. Organisation et fonctionnement de l’Organisation du Traité de Sécurité Collective.....	7
1.1.3. Quelques réalisations concrètes.....	9
1.1.3.1. Une coopération avant tout militaire... ..	9
1.1.3.2. ... et qui s’accompagne d’un alignement des politiques extérieures.....	10
1.2. L’Asie centrale, un terrain d’action privilégié de l’Organisation du Traité de Sécurité Collective, qui se voit exposé aux appétits géopolitiques des grandes puissances.....	12
1.2.1. Empire asiatique ou empire en Asie ? La place traditionnelle de l’Asie centrale dans la politique russe.....	12
1.2.1.1. L’intérêt historique de la Russie pour l’Asie	

centrale.....	12
1.2.1.2. Une tutelle traditionnelle qui instrumentalise les enjeux sécuritaires en Asie centrale.....	13
1.2.1.2.1. La menace islamiste.....	13
1.2.1.2.2. La manipulation des nationalités.....	14
1.2.1.2.3. Le jeu des intérêts divergents des états de la région.....	15
1.2.2. L'après-11 septembre, ou le renouveau géostratégique d'une région longtemps négligée.....	15
1.2.2.1. L'irruption de nouveaux acteurs dans le <i>pré-carré</i> russe.....	16
1.2.2.2. La remise en question des intérêts économiques de la Russie dans la région	18
DEUXIEME PARTIE :	
2. L'Organisation du Traité de Sécurité Collective, une structure longtemps décriée, qui semble trouver dans les déboires occidentaux en Asie centrale un nouveau souffle politique.....	20
2.1. Un bilan originellement mitigé de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective, que vient sanctionner la nécessaire modération des ambitions géopolitiques russes.....	20
2.1.1. La persistance de situations de crise.....	20
2.1.2. Les tentations centrifuges de certains membres	21
2.1.3. Les conséquences néfastes du choix politique de non-intervention.....	23
2.2. Le renouveau d'une politique extérieure russe qui fait de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective le noyau dur d'une Communauté refondée.....	23
2.2.1. Le retour en force de la Russie sur l'échiquier politique international.....	24
2.2.1.1. Le renforcement des relations bilatérales.....	24
2.2.1.2. Un positionnement clair dans le camp des grandes organisations internationales	25
2.2.1.3. Une nouvelle dynamique née de la collaboration étroite avec les organisations régionales centrasiatiques.....	26
2.2.1.3.1. Les organisations économiques	27
2.2.1.3.2. Les organisations militaires.....	27
2.2.2. Vers un OTAN eurasiatique ?.....	28

2.2.2.1. Le recul de l'influence occidentale	28
2.2.2.2. L'élargissement du périmètre d'action.....	30
2.2.3. L'Organisation du Traité de Sécurité Collective, noyau dur de la nouvelle CEI ?.....	31
CONCLUSION.....	34
ANNEXES.....	35
BIBLIOGRAPHIE.....	40
TABLE DES MATIERES.....	42